

ROYAUME DE BELGIQUE



KONINKRIJK BELGIË



61234 / 4-VR

PROJET DE LOI PORTANT ASSENTIMENT A
LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR
LES IMMUNITES JURIDICTIONNELLES DES
ÉTATS ET DE LEURS BIENS, FAITE A NEW
YORK LE 2 DECEMBRE 2004.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE
INSTEMMING MET HET VERDRAG VAN DE
VERENIGDE NATIES INZAKE DE IMMUNITEIT
VAN RECHTSMACHT VAN STATEN EN HUN
EIGENDOMMEN, GEDAAN TE NEW YORK OP
2 DECEMBER 2004.

PHILIPPE,

FILIP,

ROI DES BELGES,

KONING DER BELGEN,

A tous, présents et à venir,
Salut.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,
Onze Groet.

Sur la proposition du Ministre des Affaires
étrangères et du Ministre de la Justice,

Op de voordracht van de Minister van
Buitenlandse Zaken en van de Minister van Justitie,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Le Ministre des Affaires étrangères et le
Ministre de la Justice, sont chargés de présenter, en
Notre nom, à la Chambre des Représentants le projet de
loi dont la teneur suit:

ARTICLE 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à
l'article 74 de la Constitution.

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

De Minister van Buitenlandse Zaken en de
Minister van Justitie zijn ermee belast het ontwerp
van wet, waarvan de tekst hierna volgt, in Onze naam
bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers in te
dienen :

ARTIKEL 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als
bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

ART. 2

La Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens, faite à New York le 2 décembre 2004, sortira son plein et entier effet.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

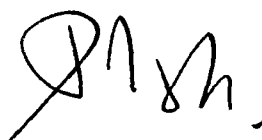
ART. 2

Het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen, gedaan te New York op 2 december 2004, zal volkomen gevolg hebben.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE:

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Didier REYNDERS

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

Koen GEENS

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens

EXPOSE DES MOTIFS

1. Introduction

Le principe de l'immunité des Etats fait partie du droit coutumier et trouve son fondement dans l'égalité souveraine des Etats (*par in parem non habet imperium*), sur base de laquelle un Etat jouit de l'immunité de juridiction d'un autre Etat (ci-après : Etat du for). L'immunité absolue de l'Etat a pu longtemps subsister dû au rôle limité que l'Etat jouait dans les relations commerciales. La participation grandissante de l'Etat aux relations commerciales a déplacé l'accent sur une vision absolue de l'immunité d'Etat vers une restriction progressive de cette immunité.

La jurisprudence belge s'est fait tôt l'avocate d'une vision relative de l'immunité d'Etat. En 1903 déjà, la Cour de Cassation établissait (*Cass. 11 juin 1903, Pas. 1903, I, 294*) une distinction entre des actes faits en accomplissement de l'autorité étatique souveraine (*acta jure imperii*) et les actes posés par l'Etat quand celui-ci participe en tant que personnalité juridique privée dans des relations de droit privé (*acta jure gestionis*), et l'immunité juridictionnelle ne peut être invoquée que dans la première catégorie d'actes.

Afin de promouvoir une sécurité juridique dans la pratique européenne, a été mise sur pied au sein du Conseil de l'Europe la Convention Européenne sur les immunités d'Etat, qui fut signée à Bâle le 16 mai 1972 (Convention de Bâle). Cette Convention a créé un cadre juridique uniforme qui a été ratifié à ce jour par 8 Etats membres (Belgique, Chypre, Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Royaume-Uni et Suisse).

Déjà lors de la mise sur pied de la Convention européenne sur les Immunités d'Etat, l'appel se faisait entendre pour un traité à l'échelle mondiale.

Ceci amena la Commission pour le Droit International à tenter une codification, qui résulta en 1991 dans des projets d'articles sur l'immunité des Etats et de leurs biens qui furent soumis à la discussion en 6^e Commission des Nations Unies. Ces discussions portèrent principalement sur 5 points clé :

- (1) La définition du concept d' « Etat » pour l'application de l'immunité d'Etat ;
- (2) les critères pour déterminer si un contrat ou une transaction était de nature commerciale ;

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

(3) la notion d'entreprises publiques et d'autres entités dans le cadre de transactions commerciales ;

(4) les conventions de travail ;

(5) les mesures de contrainte contre les biens de l'Etat.

Ce travail a abouti à la conclusion le 2 décembre 2004 à New York de la Convention des Nations Unies sur l'immunité juridictionnelle des Etats et de leurs biens.

La Belgique a signé cette convention le 22 avril 2005. A ce jour, la Convention a été signée par {28} Etats, et fait l'objet d'une ratification ou d'une adhésion par {21} Etats. Elle entrera officiellement en vigueur à partir de 30 ratifications ou adhésions.

Depuis quelque temps, une tendance de la jurisprudence en Belgique se fait jour qui tend à ignorer l'immunité, en particulier l'immunité d'exécution des Etats étrangers. Ainsi des comptes bancaires d'Ambassades étrangères en Belgique ont été bloqués par des saisies entraînant des incidents diplomatiques auxquels il est difficile de remédier au vu de la séparation des pouvoirs. Ces saisies-arrêts ou saisies-exécutions se font parfois à la suite d'un exequatur donné pour un jugement ou une sentence arbitrale rendu à l'étranger où aucune partie n'avait de lien avec la Belgique. L'Etat belge se trouve démuni tant qu'il n'adapte pas sa législation et ne ratifie pas la Convention qui contient à cet égard des clauses claires, reflétant le droit coutumier ainsi qu'une interprétation déjà restrictive des immunités.

Un développement important à cet égard est l'adoption par le parlement d'une nouvelle disposition insérée par la loi du 23 août 2015 dans le Code judiciaire sous l'article 1412quinquies. Cette loi vise à répondre aux obligations internationales qui reposent sur notre pays en ce qui concernent les privilèges et immunités diplomatiques et ainsi à éviter que des incidents diplomatiques éclatent avec des États tiers chaque fois que des huissiers de justice belges saisissent, à la demande d'un créancier, des biens qui appartiennent à d'autres États.

Il est important de noter que la Belgique est devenue avec Bruxelles la plus importante place diplomatique dans le Monde avec près de 300 représentations diplomatiques et organisations internationales représentées dans notre pays. Chaque atteinte aux immunités étatiques et diplomatiques est source de friction et expose notre pays et ses ressortissants, ainsi que nos entreprises, à des représailles à l'étranger. Elle met également en péril notre rôle de place diplomatique et les retombées économiques qui en résultent.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Dans les développements relatifs à la proposition de loi qui ont précédé son adoption il est en outre précisé qu' « il faut prendre en compte la ratification imminente par notre pays de la Convention des Nations Unies de 2004 sur l'immunité juridictionnelle des États et de leurs biens, qui imposerait une telle insaisissabilité principale, et sur laquelle les paragraphes 1er et 2 de l'article 1412quinquies proposé sont basés. De cette manière, on anticipe déjà la ratification et l'entrée en vigueur de cette Convention. »

2. Situation de la Convention des Nations unies dans le droit international public

Le principe de l'immunité d'Etat repose principalement sur la pratique des Etats et dès lors sur le droit coutumier international. La Convention de New York a pris comme point de départ la codification de la pratique en vigueur. En cela, la Convention de New York diffère de la Convention européenne de Bâle sur l'immunité des Etats du 16 mai 1972, déjà citée, dont l'objectif était de formuler des règles communes pour les Etats Parties. Le compromis résultant de la Convention de Bâle n'offre pas toujours de réponse adéquate par exemple à l'exécution des jugements. Pour rappel seuls 8 pays membres du Conseil de l'Europe ont actuellement ratifié la Convention du Bâle : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Grand-Duché du Luxembourg, les Pays Bas, le Royaume Uni et la Suisse.

On peut relever que sauf la Suisse tous ces Etats sont actuellement membre de l'Union européenne, dans le cadre de laquelle s'applique également un règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, qui exclut cependant de son application des matières fiscales, douanières ou administratives et la responsabilité de l'Etat pour des actes ou des omissions commis dans l'exercice de la puissance publique (*acta jure imperii*) (art.1^{er} du règlement).. L'art.41 de ce règlement stipule par ailleurs que « la procédure d'exécution des décisions rendues dans un autre Etat membre est régie par le droit de l'Etat membre requis. Une décision rendue dans un Etat membre et qui est exécutoire dans l'Etat membre requis est exécutée dans ce dernier dans les mêmes conditions qu'une décision rendue dans l'Etat membre requis. » Pour l'exécution de jugements adoptés au sein de l'Union européenne, il y aura lieu de respecter les dispositions de la Convention des Nations unies et le prescrit de l'art.1412quinquies du Code judiciaire qui impose impérativement le passage par un juge belge des saisies.

La relation entre les deux traités est réglée respectivement par l'art. 33 de la Convention de Bâle et l'art 26 de la Convention des Nations Unies. De ces deux dispositions, il découle que, dès l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies:

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

- Entre la Belgique et les Etats qui sont seulement parties à la Convention de Bâle, c'est la Convention de Bâle qui joue. Actuellement ce cas de figure ne concerne que l'Allemagne, le Luxembourg et le Royaume Uni (qui a signé mais pas ratifié la Convention de New York), sous réserve de l'application du Règlement (UE) n°1215/2012 précité.
- Entre la Belgique et les Etats qui ne sont parties qu'à la Convention des Nations Unies, c'est celle-ci qui joue.
- Si la Belgique et un autre Etat (soit actuellement la Suisse et l'Autriche) sont parties aux deux Conventions, c'est la Convention de Bâle qui prévaut (sous réserve de l'application du Règlement (UE) n°1215/2012 précité pour l'Autriche). La Convention des Nations Unies ne touche en général pas aux conventions existantes en la matière, tandis que la Convention de Bâle laisse seulement la préséance aux traités (tant existants que futurs) « dans des matières particulières ». On peut difficilement considérer que la Convention de New York traite de matières particulières car elle couvre la totalité de la matière d'immunité des Etats (art 1 et art 3). Entre la Belgique et les Etats qui ne sont ni parties à la Convention de Bâle ni à la Convention NU, soit la majorité des Etats dans le Monde, c'est le droit coutumier international qui s'applique. Le juge belge pourra alors faire appel aux conventions existantes dans la mesure où elles codifient le droit international coutumier.

3. Nature de la Convention au regard du droit interne belge

Il y a lieu de relever que le Groupe de Travail Traités Mixtes a proposé le 26 mai 2016 le caractère exclusivement fédéral de la Convention de New York. Cette convention vise en effet uniquement l'immunité de juridiction d'un Etat et de ses biens devant les tribunaux d'un autre Etat. Bien que les représentations des Communautés et des Régions à l'étranger, en tant que partie de l'Etat fédéral, puissent également jouir des immunités garanties par la convention, il n'en reste pas moins que la convention garde un caractère exclusivement fédéral. La Conférence Interministérielle « Politique étrangère » a arrêté le caractère exclusivement fédéral par procédure écrite du 14 juillet 2016.

4. Commentaires des articles

Commentaire préalable : pour des motifs de cohérence la version néerlandaise de la Convention est celle qui a été publiée dans le Tractatenblad des Pays Bas. La version française est la version originale des Nations Unies.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Partie I : Introduction

Article 1 : Portée de la présente Convention

L'article 1 définit le champ d'application *ratione materiae* de la Convention des Nations Unies, qui a trait en premier lieu à l'immunité de juridiction. Celle-ci comprend toute la procédure, depuis son introduction en passant par l'enquête et les mesures provisoires jusqu'au jugement final. Elle comprend aussi l'immunité des biens de l'Etat à l'égard des mesures de contrainte telle que saisie et saisie exécution.

Article 2 : Emploi des termes

Premier paragraphe

- a) Tout organe étatique compétent pour exercer des fonctions judiciaires est considéré comme un tribunal par la Convention de New York, indépendamment de la hiérarchie des tribunaux en vigueur dans l'Etat concerné. Des cours et tribunaux ordinaires tombent dès lors dans cette description, de même que les juridictions administratives. Le commentaire des travaux précise que le terme « procédure » doit être entendu comme excluant la procédure pénale.
- b) Le champ d'application *ratione personae* de l'immunité d'Etat se voit déterminé dans une liste exhaustive d'entités et de personnes qui peuvent se prévaloir de l'immunité d'Etat, ainsi que de la capacité dans laquelle ils peuvent y faire appel. Cela concerne :

- L'Etat et ses différents organes de gouvernement. Il s'agit de l'Etat agissant en son nom propre ou par l'intermédiaire des organes de gouvernement, quelle que soit leur appellation, ainsi que les organes subordonnés de l'Etat et les missions représentant l'Etat telles que les missions diplomatiques. L'expression n'est pas limitée au pouvoir exécutif et s'entend de tous les pouvoirs.
- Les composantes d'un Etat fédéral ou les subdivisions politiques de l'Etat. Bien que le droit public international en général ne prenne aucun compte de la structure interne ni de l'organisation d'un Etat, ce point de vue n'est souvent pas tenable en matière d'immunité. Des compétences, dont celle de participer à des relations commerciales, sont de plus en plus transférées vers des entités fédérées, mais une évolution comparable est aussi observable dans des Etats centralisés.

Lors des négociations du traité s'est posée plusieurs fois la question quant à savoir dans quelles circonstances ces entités pouvaient faire appel à des immunités. La Convention des

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Nations Unies opte pour un même régime pour les composantes d'un Etat fédéral comme pour les subdivisions politiques d'un Etat. Les entités doivent être compétentes pour l'exercice de l'autorité souveraine et doivent agir en cette capacité pour pouvoir faire appel aux dispositions de la Convention.

- Les termes « établissements » et « organismes » sont utilisés comme synonymes et se réfèrent aux entités publiques, qui ne doivent pas être nécessairement un organe de l'Etat ou une partie de la structure gouvernementale. Le terme « autres entités » se réfère par contre aux entités privées revêtues d'une partie de l'autorité de l'Etat et compétentes pour agir en exécution de l'autorité souveraine. De manière générale, l'article 2, alinéa 1, b, iii n'est pas applicable aux entreprises publiques dans la mesure où elles ne posent pas d'acte en exécution de l'autorité souveraine de l'Etat. Les entreprises publiques sont du reste traitées dans le contexte des transactions commerciales comme des entités indépendantes de l'Etat (art 10, alinéa 3).
- La dernière catégorie des bénéficiaires de l'immunité d'Etat couvre tous les représentants de l'Etat. Cette catégorie a été insérée pour des considérations juridiques pratiques, du fait que des réclamations ne sont souvent pas seulement introduites contre l'Etat mais aussi contre ses représentants. L'immunité de ces derniers a seulement trait à leur compétence de représentation *ratione materiae* et reste donc valable après la fin de la fonction.

Il existe d'autres immunités liées aux personnes, telles que les souverains et agents diplomatiques. La présente convention ne les vise pas (cf. article 3).

- c) L'exception concernant les transactions commerciales est le fondement de la vision restrictive de l'immunité juridictionnelle des Etats et de leurs biens. La *ratio legis* de cette idée est que l'Etat, en tant que partie à une relation commerciale, doit être sur le même pied que ses partenaires commerciaux privés, et ainsi ne peut faire appel à sa position privilégiée en droit international.

La Convention des Nations Unies distingue trois catégories de transactions commerciales. Si l'on a préféré ici utiliser le terme « transaction » au terme « contrat », c'est que le terme « transaction » est entendu dans un sens plus large que le « contrat ».

- La vente de biens et la fourniture de services, qui constituent le gros des transactions commerciales.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

- Des accords de prêt ou d'autres transactions de nature financière. Les Etats se voient souvent obligés de recourir à des emprunts sur les marchés des capitaux étrangers ou pour émettre des obligations. De plus, les Etats se portent souvent garants ou apportent une caution lorsqu'une entreprise nationale conclut un contrat dans un autre Etat, dont le financement est à son tour effectué par une banque étrangère ou un consortium d'institutions financières. Par l'introduction de « autres transactions de nature financière », la Convention des Nations Unies veut exclure ces cautionnements de l'immunité d'Etat.
- La catégorie résiduaire comprend une grande variété de contrats et de transactions auxquels un Etat peut être partie. Les contrats de travail sont explicitement exclus de cette catégorie et font l'objet des dispositions de l'article 11.

Deuxième paragraphe

La Convention établit un double critère pour déterminer dans chaque cas s'il s'agit d'une transaction commerciale. Dans un premier temps, le tribunal doit vérifier si la nature du contrat ou de la transaction permet de parler de transaction commerciale.

Si la nature du contrat ou de la transaction tend à faire croire que la transaction est commerciale, l'Etat défendeur peut invoquer le but du contrat ou de la transaction comme preuve du contraire. En reprenant le but dans la disposition sur le caractère non commercial d'un contrat ou de la transaction, on a pris en compte le souci de certains pays en développement de bâtir une protection lorsqu'ils concluent des contrats qui servent l'économie nationale.

Troisième paragraphe

Ce paragraphe précise que les termes « tribunal », « Etat » et « transactions commerciales » sont pris ici dans une acception propre à leur contexte et que la signification qui leur est donnée s'entend sans préjudice des significations qui leur sont ou leur seront données en droit interne ou dans d'autres instruments internationaux.

Article 3 : Privilèges et Immunités non affectés par la Convention

Premier paragraphe

L'immunité d'Etat et l'immunité diplomatique sont étroitement liées mais des suites juridiques distinctes en découlent. Le but de l'immunité d'Etat est de sécuriser la souveraineté de l'Etat dans certains de ses actes contre l'exercice du pouvoir juridictionnel d'un autre Etat (*par in parem non habet imperium*). Les immunités diplomatiques en revanche doivent permettre à l'Etat de

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

nouer des relations diplomatiques normales avec l'Etat d'accueil. Les deux immunités sont un attribut de l'Etat, qui peut dès lors en décider librement. Ainsi un Etat peut-il renoncer à sa propre immunité, ainsi que de l'immunité diplomatique de l'un de ses agents.

Le champ d'application de ces deux cas de figure fait apparaître des différences claires. Le principe de l'immunité d'Etat repose essentiellement sur la distinction entre les *acta jure imperii* et les *acta jure gestionis*. Seule la première catégorie entre dans le champ d'application de l'immunité d'Etat. Les privilèges et immunités diplomatiques sont, eux, d'application quant aux personnes dans leur capacité de diplomate, ou quant aux biens utiles à la représentation de l'Etat, indépendamment de la nature de l'acte. Les privilèges et immunités diplomatiques sont couverts par différents instruments internationaux, entre autres par la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

Deuxième paragraphe

Le deuxième paragraphe se réfère explicitement aux immunités dont les chefs d'Etat jouissent à titre personnel sous le droit international en vigueur. L'immunité dont ils bénéficient dans leur capacité d'organe ou représentant de l'Etat faisait l'objet de l'article 2. Cette disposition couvre les privilèges et immunités personnelles du Chef de l'Etat. Quoique cette disposition ne contrevienne pas aux immunités de chefs de gouvernement et Ministres des Affaires Etrangères, il n'a pas été opté pour une liste exhaustive. Seule la référence au chef de l'Etat a été gardée.

Troisième paragraphe

Ce paragraphe se réfère aux accords existants sur le droit de l'espace qui réglementent la juridiction de l'Etat sur les objets lancés dans l'espace ainsi que leur immatriculation. Cette référence expresse a été ajoutée lors des négociations afin de tenir compte de la reconnaissance de l'immunité des vaisseaux et autres objets spatiaux par le droit international coutumier. Ce faisant, la Convention de New York rappelle le caractère de droit coutumier des régimes d'immunités reconnus aux aéronefs. Plus encore, la Convention en son article 26, dispose que ses dispositions ne porte pas atteinte aux droits et obligations des Etats en vertu d'accords internationaux. Les régimes spéciaux relatifs aux aéronefs ou aux objets spatiaux établis par des conventions priment dès lors sur la Convention.

Article 4 : Non-rétroactivité de la présente Convention

L'article 4 rappelle l'article 28 de la Convention de Vienne sur le droit des Traités qui établit le principe de la non-rétroactivité des traités.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

PARTIE II : Principes généraux

Article 5 : Immunité des Etats

Il a été tenté en formulant l'article 5 de réconcilier les différentes visions de l'immunité avec les traités existants, la jurisprudence et les législations nationales, en consacrant le principe général de l'immunité des Etats et de leurs biens, tout en soumettant ce principe aux exceptions stipulées dans la présente Convention.

Article 6 : Modalités pour donner effet à l'immunité des Etats

Premier paragraphe

La Convention des Nations Unies formule aussi des obligations pour l'Etat du for, qui est l'acteur actif de l'immunité d'Etat des autres Etats et qui doit l'appliquer, afin d'assurer la mise en œuvre effective de la Convention. Dans le cas où une procédure est intentée contre un autre Etat, et que la compétence du tribunal de l'Etat du for est établie, celui-ci doit établir d'office si l'Etat mis en cause est autorisé à bénéficier de l'immunité de juridiction. L'Etat du for doit veiller à ce que ses tribunaux aient acquis ce réflexe.

L'ajout de « veille à ce que » fait reposer la responsabilité pour l'exécution de la recherche d'office de l'immunité d'Etat sur l'Etat du for, qui doit dès lors y donner suite éventuellement en adaptant sa législation interne.

Si l'Etat assigné devait toujours comparaître de sa propre initiative devant les tribunaux de l'Etat du for pour invoquer l'immunité, ceci entraînerait des lourdes implications financières. Cependant, cette disposition ne vise pas non plus à dissuader l'Etat qui conteste l'exercice de la juridiction de l'Etat du for de se présenter devant le tribunal car c'est pour lui la façon la plus sûre d'obtenir satisfaction.

Deuxième paragraphe

Celui-ci définit les circonstances dans lesquelles une procédure est considérée comme engagée contre un Etat, auquel cas ce dernier peut invoquer l'immunité. Dans ses travaux préparatoires, la Commission de Droit international note que les actions impliquant la saisie arrêt de biens sont considérées dans la pratique des Etats comme des actions cherchant à contraindre l'Etat étranger à se soumettre à la juridiction locale. L'Etat étranger peut se prévaloir de l'immunité non seulement s'il peut justifier d'un droit ou d'un titre de propriété mais également si les biens en question se trouvent en sa possession ou sous son contrôle de fait.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Article 7 : Consentement exprès à l'exercice de juridiction

L'obligation pour les tribunaux de l'Etat du for de s'abstenir de l'exercice de leur juridiction n'est toutefois pas absolue, mais dépend de l'absence de consentement de la part de l'Etat menacé d'être soumis à la juridiction de l'Etat du for. L'absence de ce consentement est présumée tandis que le contraire doit être prouvé. La présomption de l'absence de consentement a comme conséquence qu'il n'y a aucune place pour le consentement tacite. Une fois le consentement prouvé, l'Etat ne peut plus invoquer l'immunité de juridiction et tombe dès lors sous les règles normales de compétence de l'Etat du for.

La portée du consentement doit être vérifiée. Ainsi un Etat peut en effet consentir à l'exercice du pouvoir juridictionnel dans un procès bien déterminé ou en relation avec une affaire spécifique. Dans le premier cas, le consentement dans une affaire déterminée n'implique aucunement que ce consentement vaut aussi pour d'autres affaires.

Le consentement avec l'exercice du pouvoir juridictionnel dans une affaire spécifique entraîne l'impossibilité pour cet Etat de désormais invoquer l'immunité dans toutes les affaires qui ont trait à cette question. Pour cette raison, l'article 7 fait une distinction entre « affaire » et « matière ».

L'article 7 donne une liste exhaustive des moyens par lesquels un Etat peut consentir à l'exercice du pouvoir juridictionnel de l'Etat du for.

- Un Etat peut y consentir par accord international, qui détermine la portée de ce consentement.
- Par ailleurs, cet accord peut être acté dans un accord écrit ou via une déclaration devant un juge.

Le consentement vaut aussi pour la juridiction des tribunaux compétents pour connaître les voies de recours à tout stade ultérieur de la procédure.

Article 8 : Effet de la participation à une procédure devant un tribunal

L'article 8 traite des circonstances dans lesquelles la participation d'un Etat à une procédure devant les tribunaux d'un autre Etat peut être considérée comme un consentement à l'exercice par un tribunal de sa compétence. Il s'agit ici d'un comportement actif de l'Etat.

La participation d'un Etat dans une procédure devant le tribunal d'un autre Etat à seule fin d'y invoquer son immunité ne peut impliquer qu'il a consenti à l'exercice de la juridiction de cet autre Etat.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Article 9 : Demandes reconventionnelles

L'article 9 formule les conséquences logiques des dispositions de l'article 8, premier paragraphe, dans le cas de demandes reconventionnelles. Si l'Etat lui-même introduit une demande reconventionnelle, celui-ci ne peut invoquer son immunité pour ce qui concerne la demande principale car il intervient sur le fond. Dans ce cas, son comportement apporte la preuve manifeste de son consentement à être soumis à la juridiction du tribunal.

PARTIE III: Procédures dans lesquelles les Etats ne peuvent pas invoquer l'immunité

La Commission du Droit International a opté pour la proposition d'une division pragmatique des domaines où l'immunité des Etats est limitée, plutôt que d'établir des distinctions sur la base de la différence théorique entre les *acta jure imperii* et les *acta jure gestionis*. Tous les domaines qui sont repris ici sont basés sur la pratique des Etats.

Article 10 : Transactions commerciales

Premier paragraphe

Quand un Etat effectue une transaction commerciale avec une personne physique ou morale qui ne détient pas la nationalité de cet Etat, celui-ci ne peut pas invoquer son immunité juridictionnelle devant le tribunal d'un autre Etat, pour autant que ce dernier détienne la juridiction selon les règles de droit international privé. Le tribunal de l'Etat du for peut détenir la juridiction sur différentes bases, notamment le lieu où le contrat a été conclu, l'endroit où il doit être exécuté, la nationalité ou le lieu de résidence de l'une des parties contractantes.

Deuxième paragraphe

Le deuxième paragraphe exclut deux sortes de transactions commerciales de l'application de l'article 10. Bien que les termes « personne physique ou morale étrangère » donnent déjà à penser que les transactions d'Etat à Etat seraient exclues de l'application de l'article 10, ce paragraphe confirme que l'immunité juridictionnelle dans ce cas s'applique. Cette disposition a été introduite afin de protéger plus particulièrement les pays en développement qui concluent fréquemment des accords avec d'autres Etats, notamment dans le cas d'aide alimentaire.

Par ailleurs, la liberté contractuelle dans le chef de l'Etat est pleinement respectée, car un Etat et ses partenaires dans la transaction commerciale peuvent volontairement s'accorder pour déroger à la règle générale de l'article 10 en prévoyant par exemple un recours à l'arbitrage. Il est généralement admis qu'un tel accord doit être établi sous forme écrite.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Troisième paragraphe

Dans l'ordre économique de certains Etats, des transactions commerciales telles que décrites par l'article 2 §1 c) sont réalisées par des entreprises publiques ou par des entités à la personnalité juridique distincte de celle de l'Etat. Comme ces entités concluent des transactions commerciales pour leur propre compte, elles peuvent être assignées en cette capacité devant les tribunaux d'un autre Etat. Dans ce cas, l'Etat n'est pas considéré comme partie à une telle transaction et son immunité n'est pas en cause.

Comme la manière dont les entreprises publiques sont érigées diffère considérablement d'Etat à Etat, la Convention des Nations Unies conditionne doublement la possession de la personnalité juridique. Celle-ci doit comprendre la capacité d'ester en justice, et d'acquérir, de posséder, de détenir ou de céder des biens. Ces conditions sont cumulatives.

Article 11 : Contrats de travail

Premier paragraphe

Ce paragraphe est formulé comme une règle supplétive, car les Etats peuvent toujours s'entendre autrement.

Selon le principe énoncé dans cet article, un Etat ne peut pas invoquer son immunité en cas de contrat de travail conclu entre l'Etat et une personne physique. Autrement dit : un Etat étranger employeur n'est pas à l'abri de procédures devant les tribunaux d'un autre Etat qui ont trait à son rôle d'employeur. Ceci inclut les actions pour manquements à la législation applicable en matière d'emploi, par exemple le non-respect du nombre maximum d'heures de travail, la cessation du contrat de travail, etc.

Un contrat de travail ne tombe d'ailleurs sous cette exception que s'il répond à deux conditions. Tout d'abord il doit être conclu entre l'Etat et une personne physique. Il faut d'autre part un lien territorial avec l'Etat du for. Tant les employés engagés pour une durée illimitée que ceux engagés pour une durée déterminée tombent dans le champ d'application de l'article 11.

En vertu des articles 96 et 97 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé les juridictions belges sont compétentes pour connaître de toute demande en matière d'obligations contractuelles nées ou exécutées en Belgique notamment en matière de relation individuelle de travail. L'obligation contractuelle est exécutée en Belgique au sens de l'article 96 lorsque le travailleur accomplit habituellement son travail en Belgique lors du différend. L'article 97 précise en outre qu'une convention attributive de compétence internationale ne produit ses effets à l'égard du travailleur que si elle est postérieure à la naissance du différend. Des règles globalement similaires sont énoncées aux articles 20 à 23 du règlement (UE) n° 1215/2012 du 12 décembre 2012.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Deuxième paragraphe

Ce paragraphe prévoit en même temps une série d'exceptions à cette règle d'absence d'immunité en cas de contrat de travail. Les critères suivants entrent en ligne de compte :

- La nature du travail effectué par le travailleur engagé par l'Etat. La formulation de cette exception a été plusieurs fois changée au cours des travaux préparatoires. L'appel que peut faire l'Etat à cette exception se limite aux employés qui sont recrutés pour l'exécution de fonctions spécifiques liées à l'exercice de l'autorité publique. On pense aux secrétaires privés, traducteurs, personnes liées à la sécurité.
- Le statut de l'employé. Si celui-ci jouit de l'immunité conformément aux Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ou au droit international coutumier, l'Etat peut dans ce cas invoquer son immunité.
- L'objet de l'action. L'engagement, le renouvellement du contrat et la réintégration de l'employé sont des actes qui relèvent légitimement du pouvoir discrétionnaire de l'Etat employeur et tombent dès lors sous la règle générale de l'immunité d'Etat. Cette exception au premier paragraphe ne porte pas préjudice au dédommagement éventuel pour cause de licenciement abusif auquel l'employé aurait droit. En d'autres mots, cette disposition n'empêche pas l'employé de porter plainte contre l'Etat employeur afin d'obtenir un dédommagement pour responsabilité dans le cadre d'un recrutement, le renouvellement d'un contrat de travail ou la réintégration d'un employé.
- Les intérêts de l'Etat en matière de sécurité. L'annexe à la Convention des Nations Unies précise que l'article 11, 2^e paragraphe, d) concerne avant tout les affaires ayant un lien avec la sécurité nationale et la sécurité des missions diplomatiques et des postes consulaires. La question de savoir si une action intentée à propos d'un contrat de travail interfère avec les intérêts sécuritaires nationaux doit trouver une réponse auprès des plus hautes instances de l'Etat : chef de l'Etat, chef de gouvernement ou Ministre des Affaires Etrangères. La Belgique, tout comme ses Alliés, assortira toutefois la ratification de la Convention d'une déclaration permettant de clarifier la non-applicabilité de cette convention aux activités de ses Forces armées en opération extérieure et ce, aux fins d'éviter la mise en danger de toute opération extérieure future. Le texte de la déclaration est repris dans le commentaire sous l'art.12. En effet dans le cadre des opérations militaires des personnes engagées localement sont susceptibles de recevoir des informations importantes pour la sécurité de l'Etat. On peut craindre que le temps requis pour le recours obligé aux autorités suprêmes imposé par l'art.11, 2^e paragraphe, d) n'expose entretemps

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

l'Etat belge à des tribunaux locaux et à la divulgation d'informations importantes pour sa sécurité.

- La nationalité de l'Etat employeur. L'Etat peut bénéficier de son immunité si l'employé possède la nationalité de celui-ci et n'a pas sa résidence principale dans l'Etat du for. La protection de l'Etat du for est limitée à la main d'œuvre locale. Le moment à apprécier est le moment où l'action est engagée.
- Une autre convention par écrit. L'employé et l'employeur peuvent convenir de s'écarter de la règle générale de l'absence d'immunité en cas de contrat de travail telle que formulée dans l'article 11, §1. Ils ne peuvent cependant pas l'écarter si des considérations d'ordre public confèrent aux tribunaux de l'Etat du for une juridiction exclusive en raison de l'objet de l'action.

Article 12 : Atteintes à l'intégrité physique d'une personne ou dommage aux biens.

L'exception a pour objet de donner aux particuliers la possibilité de demander réparation pour un acte ou une omission intentionnel, accidentel ou dû à la négligence. La loi est la « lex loci delicti commissi », sinon la victime serait laissée sans recours devant les tribunaux de l'Etat du for si l'Etat pouvait invoquer l'immunité.

Cette exception trouve son origine dans la pratique des Etats et se voit principalement appliquée dans le cas de réclamations concernant des accidents de la route, sur l'eau ou dans les airs qui sont causés par des représentants de l'Etat. Cette exception enlève toute possibilité aux compagnies d'assurance de se retrancher derrière l'immunité d'Etat pour échapper à une éventuelle action en réparation. L'exception de l'article 12 ne concerne que les conséquences pécuniaires d'une action en réparation à la suite d'un décès ou d'une atteinte à l'intégrité physique d'une personne, soit d'un dommage ou d'une perte d'un bien corporel.

L'article 12 ne s'applique pas au cas où il n'y aurait pas de dommage corporel ou matériel. Ni la diffamation ni l'atteinte à la réputation n'entrent ici en compte, pas plus que des droits économiques et sociaux.

Il énonce les conditions d'application de cette exception à l'immunité des Etats.

Il n'est pas fait de distinction ici entre les *acta jure imperii* et les *acta jure gestionis*.

Cet article s'entend sans préjudice de la question des immunités diplomatiques et ne s'applique pas non plus à des situations liées à des conflits armés.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Cet article ne s'applique pas non plus aux activités des forces armées pendant un conflit armé, selon la définition donnée à ces termes en vertu du droit international humanitaire, et les activités entreprises par les forces militaires d'un État dans l'exercice de leurs fonctions officielles. A cet égard, la Belgique, tout comme ses Alliés, assortira la ratification de la Convention d'une déclaration permettant de clarifier la non-applicabilité de cette convention aux activités de ses Forces armées en opération extérieure et ce, aux fins d'éviter la mise en danger de toute opération extérieure future. Dans cette hypothèse, d'autres mesures peuvent être d'application, notamment des accords réglant le statut des forces.

Déclaration proposée : « La Belgique entend par la présente que la Convention ne s'applique pas aux activités militaires, y compris les activités des forces armées pendant un conflit armé, selon la définition donnée à ces termes en vertu du droit international humanitaire, et les activités entreprises par les forces militaires d'un État dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Ces activités restent soumises aux autres normes de droit international. »

Article 13 : Propriété, possession et usage de biens

L'article 13 traite d'une exception importante à l'immunité d'Etat et concerne la propriété, la possession ou l'usage de biens. Elle est distincte de l'immunité des Etats en ce qui concerne la saisie. L'article 6, §2, b) stipulait que l'Etat pouvait invoquer son immunité dans le cas d'une procédure qui n'était pas dirigée directement contre lui, mais contre ses biens, droits ou intérêts. Dans cette optique, l'article 13 établit une exception au principe de l'immunité d'Etat, sans préjudice des privilèges et immunités que le droit international public attribue aux biens des missions diplomatiques et autres représentations étrangères. Cette exception ne vise pas à conférer juridiction à un tribunal lorsque celle-ci n'existe pas.

L'alinéa a) parle de « droit ou d'intérêt » car ce qui constitue un droit dans un Etat peut être considéré comme un intérêt dans un autre. La formule permet d'englober la totalité. Concrètement, l'exception au principe de l'immunité d'Etat concerne les procédures relatives aux droits de propriété, droit d'emphytéose, litiges locatifs et autres procédures en rapport avec la possession de biens immobiliers et l'usage qui en est fait par l'Etat étranger. La jurisprudence de nos tribunaux consacre déjà l'application de cette exception.

L'alinéa c) tient surtout compte de la situation des pays de Common Law.

Article 14 : Propriété intellectuelle et industrielle

L'exception contenue dans l'article 14 prend une importance grandissante. Les droits de propriété intellectuelle et industriels se situent entre les transactions commerciales de l'article 10 et la « propriété, la possession et

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

l'usage » de l'article 13 et constituent une catégorie à part de droits de propriété : les droits incorporels.

L'article 14 protège différentes catégories de droits intellectuels. Les termes utilisés sont destinés à couvrir tous les types de propriété industrielle et intellectuelle, présents et à venir, y compris les droits en cours de formation, par exemple dans le domaine informatique.

Le fait qu'un Etat se soumette volontairement à l'Etat du for en déposant une demande ainsi que la protection juridique offerte par l'Etat du for offre une base juridique solide pour l'exercice de la juridiction. La protection exige un système d'enregistrement.

L'article 14 ne se limite pas aux actions intentées contre un Etat ou intéressant un droit appartenant à cet Etat, il peut aussi concerner les droits d'un tiers et par ce biais la question des droits de l'Etat sur des objets de propriété intellectuelle ou industrielle analogues.

L'alinéa a traite tout particulièrement de la détermination de droits. Par « détermination », il faut entendre non seulement la vérification de l'existence de droits protégés, mais aussi une évaluation de la substance de ces droits. L'alinéa b traite des allégations de non-respect par un Etat, sur le territoire de l'Etat du for, d'un droit de cette nature.

Article 15 : Participation à des sociétés ou autres groupements

Premier paragraphe

L'article 15 établit une exception au principe de l'immunité d'Etat lorsque l'Etat étranger est impliqué dans une procédure devant un tribunal de l'Etat du for se rapportant à sa participation dans une société ou un groupement avec des associés privés ou appartenant au secteur privé. De par sa participation dans de tels accords, l'Etat prend des engagements, d'une part comme participant à la société ou au groupement, de l'autre à l'égard de l'autre partie contractuelle. Lorsqu'un Etat participe à une société ou un groupement établi dans un autre Etat, à travers l'acquisition d'actions ou la présence dans un organe de décision, il entre alors volontairement dans l'ordre juridique de l'Etat du for et est donc lié par la législation en vigueur dans cet Etat.

L'expression « une société ou un groupement ayant ou non la personnalité juridique » a été choisie pour couvrir des entités juridiques de toutes sortes qui peuvent exister dans les divers systèmes juridiques et le statut et la capacité juridique peuvent varier d'un système à l'autre. Ce groupement peut être à but lucratif ou sans but lucratif ;

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Deuxième paragraphe

L'exception établie dans le premier paragraphe est cependant limitée par la liberté contractuelle. La réglementation en vigueur peut être mise de côté par un accord qui en dispose autrement p.ex. entre l'Etat du for et l'Etat contre lequel une action est intentée.

Article 16 : Navires dont un Etat est propriétaire ou l'exploitant.

Dans le domaine des aspects maritimes du commerce extérieur, l'article 16 établit une exception importante à l'immunité d'Etat. Le premier et le troisième paragraphe ont trait à la navigation commerciale tandis que le deuxième et le quatrième ont trait à l'usage exclusif aux fins de service public non commerciales. La Convention des Nations Unies établit en effet le principe que l'Etat ne peut pas invoquer son immunité dans des procédures concernant les navires que celui-ci exploite ou dont il est propriétaire et qui sont utilisés à des fins qui sont autres que non commerciales. Le même principe vaut pour la cargaison de ces navires. Le mot « exploiter » couvre un vaste champ d'activités maritimes, allant de la l'organisation de la marine marchande à la formation de l'équipage, en passant par la souscription d'assurances maritimes.

Conformément à la Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer (UNCLOS) de 1982, l'immunité est reconfirmée dans le paragraphe 2 pour les navires de guerre et les navires que l'Etat exploite ou dont il est propriétaire et qui ne sont utilisés que pour des fins non commerciales (ex : police, douane, hôpitaux), ainsi que pour la cargaison de ces navires. Pour une cargaison qui est destinée uniquement à des fins non commerciales, l'immunité peut aussi être invoquée, quelle que soit la nature du navire sur lequel elle se trouve.

Lorsque le caractère non commercial ou étatique d'un navire est en doute, la nature du navire peut être confirmée par un représentant diplomatique ou une autorité compétente de l'Etat concerné. Cette confirmation ne vaut cependant pas comme preuve irréfutable.

Article 17 : Effet d'un accord d'arbitrage

L'article 17 traite de la règle de l'absence d'immunité à l'égard du pouvoir de supervision du tribunal d'un autre Etat, compétent pour se prononcer sur des questions se rapportant à l'accord d'arbitrage. On vise ici la compétence que peut avoir un tribunal de l'Etat du for pour exercer un pouvoir de supervision.

L'article 17 s'applique s'il existe un accord écrit entre un Etat et une personne physique ou morale étrangère pour soumettre à l'arbitrage une contestation relative à une transaction commerciale.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Le terme « transaction commerciale » est à interpréter comme couvrant aussi les investissements pour autant que ceux-ci découlent d'un contrat avec l'Etat ou peuvent être considéré comme une transaction.

La soumission à l'arbitrage prévue dans cet article constitue une manifestation de consentement à toutes les conséquences de l'acceptation de régler les différends par le type d'arbitrage spécifié dans l'accord. Le consentement à l'arbitrage ne constitue pas en soi une renonciation à l'immunité de juridiction d'un tribunal qui serait, autrement, compétent pour se prononcer quant au fond sur le différend.

PARTIE IV : Immunité des Etats à l'égard des mesures de contrainte en relation avec une procédure devant un tribunal

La quatrième partie de la Convention porte sur l'immunité de l'Etat, en cas de procédure intentée devant un tribunal d'un autre Etat à l'égard de mesures de contrainte contre les biens qu'il possède dans l'Etat du for.

Par mesures de contrainte, il faut entendre e.a.les mesures de saisies prévues par notre Code Judiciaire telles que saisie conservatoire, saisie-arrêt, saisie exécution.

La Convention instaure un principe d'immunité de l'Etat à l'égard des mesures de contrainte antérieures (art 18) et postérieures (art.19) au jugement. Ces dispositions visent aussi l'exécution des sentences arbitrales, la mise sous séquestre et toutes les mesures provisoires, interlocutoires et autres mesures conservatoires, qui parfois ne visent qu'à geler les avoirs en la possession du défendeur. Les mesures énumérées aux articles 18 et 19 de la Convention sont reprises à titre d'exemples et n'ont rien d'une énumération exhaustive.

La Commission de Droit International souligne que cette quatrième partie consacrée à l'immunité des Etats à l'égard des mesures de contrainte revêt une importance particulière pour les Etats en raison de la pratique récente qui tend à se répandre chez les plaideurs privés, y compris les sociétés transnationales, qui consiste, dans les actions engagées devant les tribunaux des pays industriellement avancés, à tenter d'obtenir satisfaction en demandant la saisie de biens dont les pays en développement sont propriétaires ou dont ils ont la possession ou l'usage, tels que les comptes bancaires des ambassades. La Belgique n'échappe pas à cette tendance.

Article 18 : Immunité des Etats à l'égard des mesures de contrainte antérieures au jugement.

La Convention des Nations Unies fait une distinction entre les mesures de contrainte qui précèdent le jugement et celles qui lui succèdent. En ce qui concerne les premières, qui sont l'objet de l'article 18, une exception à

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

l'immunité peut seulement avoir lieu si l'Etat a expressément exprimé son consentement, soit par accord international, soit par contrat écrit ou une convention d'arbitrage soit par une déclaration devant un tribunal ou une communication écrite faite après qu'un différend a surgi entre les parties, ou s'il a réservé ou affecté certains biens pour satisfaire à la demande. Il y a lieu de relever que le nouvel art.1412quinquies du Code judiciaire donne effet à cette disposition en droit belge.

Article 19 : Immunité à l'égard des mesures de contrainte postérieures au jugement

L'article 19 reprend la disposition de l'article 18 en ce qui concerne l'immunité d'Etat à l'égard de mesures de contrainte postérieures au jugement et y ajoute une exception. Celle-ci a trait aux biens qui sont réservés à d'autres fins que non commerciales. En outre, ces biens doivent se situer sur le territoire de l'Etat du for et présenter un lien avec l'entité contre laquelle la procédure a été intentée. L'article 19, alinéa c, doit être lu en combinaison avec l'article 21 qui exclut certains biens spécifiques de l'application de l'article 19, c).

En effet, l'article 21 énumère une série de biens d'Etat contre lesquels, par définition, des mesures de contraintes postérieures au jugement ne peuvent être prises en application de l'article 19 c). De tels biens peuvent cependant être l'objet de mesures d'exécution d'un jugement ou d'une sentence arbitrale si et pour autant que l'Etat a expressément consenti à l'application de telles mesures sur ses biens dans les termes prévus sous l'alinéa a) de l'article 19, ou a réservé ou affecté des biens comme prévu à l'alinéa b) du même article.

Ici aussi il y a lieu de relever que le nouvel art.1412quinquies du Code judiciaire donne effet à ces dispositions en droit belge. En effet cette disposition consacre le principe de l'absence de contrainte sur les biens des Etats imposé par les articles 18 et 19 de la Convention des Nations Unies. En ce qui concerne l'article 19, l'exception évoquée à l'alinéa c) exige qu'il « a été établi » que des biens sont spécifiquement utilisés ou destinés à l'être à des fins autres que non commerciales. Le Code judiciaire belge donne corps à ce principe en imposant le passage par une juge des saisies belge indépendant qui pourra effectivement « établir » les destination réelle des biens. Il y a lieu de rappeler que cette nouvelle disposition légale belge étend aussi ces dispositions aux organisations internationales dont l'immunité conventionnelle (c'est-à-dire dont la portée est déterminée par une convention multilatérale ou par un accord de siège) justifie également qu'un juge des saisies puisse se prononcer préalablement à une saisie.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Article 20 : Effet du consentement à l'exercice de la juridiction sur l'adoption de mesures de contrainte

La Convention des Nations Unies précise également que le consentement à une exception à l'immunité de juridiction de l'Etat n'implique aucunement le renoncement à l'immunité d'exécution. Ces deux domaines de l'immunité d'Etat doivent être abordés séparément.

Article 21 : Catégories spécifiques de biens

L'article 21 vise à protéger certaines catégories de biens, en les excluant de toute présomption de consentement à des mesures de contrainte et donne une liste, non exhaustive, de biens qui sont affectés à des fins non commerciales et qui ne peuvent dès lors être l'objet de mesures d'exécution. Cette protection est jugée nécessaire et opportune d'après la CDI « eu égard à la tendance de certaines juridictions à saisir et à geler les avoirs des Etats étrangers, notamment les comptes bancaires ». Chacune des catégories doit être considérée comme étant utilisée ou destinée à être utilisée à des fins publiques d'où est exclue toute considération commerciale.

Les biens énumérés à l'alinéa a) sont des biens utilisés ou destinés à être utilisés aux « fins » des fonctions diplomatiques de l'Etat. On considère que les « comptes mixtes » ouverts au nom d'une mission diplomatique qui sont utilisés occasionnellement pour le paiement de biens et services entrant dans les dépenses courantes de la mission, ont un caractère généralement non commercial.

Le mot « militaire » à l'alinéa b s'applique à la marine, à l'aviation et à l'armée de terre.

L'alinéa c protège les biens de la banque centrale ou d'une autre autorité monétaire de l'Etat étranger.

L'alinéa d protège les biens définis comme faisant partie du patrimoine culturel de l'Etat ou de ses archives qui ne sont pas mis (ou destinés à être mis) en vente.

L'alinéa e étend cette protection aux biens qui font partie d'une exposition d'objets d'intérêt culturel, scientifique ou historique et qui appartiennent à l'Etat.

Ces dispositions ont déjà dans le passé été intégrées en droit belge par les art.1412ter et suivants du Code judiciaire.

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

PARTIE V : Dispositions diverses

Article 22 : Signification ou notification des actes introductifs d'instance

Troisième paragraphe

Ces actes introductifs d'instance doivent être accompagnés s'il y a lieu par une traduction dans l'une des langues officielles de l'Etat concerné. Lors des travaux préparatoires sur ce paragraphe, la proposition d'une traduction dans l'une des langues officielles des Nations Unies n'a pas été retenue. Une traduction en langue locale est exigée par de nombreux pays.

Article 23 : Jugement par défaut

Premier paragraphe

Un tribunal de l'Etat du for ne peut rendre de jugement par défaut sans s'assurer que trois conditions cumulatives soient remplies. Le juge doit en premier lieu d'office vérifier si la règle énoncée dans l'article 22 sur la signification ou notification des pièces du procès a été respectée. Ensuite, quatre mois au moins doivent s'écouler entre la réception de l'assignation ou d'une autre pièce introductive et le jugement par défaut. Le juge a la liberté de prolonger cette période pour autant que la législation de l'Etat du for le lui permet. Enfin, le juge doit aussi d'office s'assurer que l'Etat défendeur ne peut pas invoquer son immunité.

Il y a lieu de relever qu'une fois que cette convention entre en vigueur toutes les notification d'actes judiciaires par la voie diplomatique devraient tenir compte de ce délai de 4 mois préalablement à une condamnation par défaut. Il appartiendra au pouvoir judiciaire et aux auxiliaires de la justice de respecter cette prescription conventionnelle lors de la fixation de la date de l'audience d'introduction, de manière à éviter que celle-ci ne donne lieu à une condamnation par défaut avant l'expiration de ce délai. Actuellement les notifications se font souvent à des dates plus rapprochées de l'audience d'introduction. Déjà actuellement certains pays refusent des notifications à des délais trop rapprochés.

Deuxième paragraphe

Une copie du jugement par défaut doit être communiquée s'il y a lieu dans l'une des langues officielles de l'Etat.

Troisième paragraphe

L'Etat défendeur doit être habilité à faire appel contre le jugement par défaut. Le délai pour ce recours doit être d'au moins quatre mois, à compter du moment de la réception de la copie du jugement. Cela implique en droit belge que lorsque la Convention des Nations Unies entre en vigueur, et en

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

vertu de la valeur supérieure des normes internationales dans notre droit interne, le délai de recours contre un jugement par défaut à l'encontre d'un Etat étranger sera de quatre mois au moins, nonobstant les délais plus restreints imposés par notre droit interne. Ici aussi il appartiendra au pouvoir judiciaire de respecter cette prescription conventionnelle.

Article 24 : Privilèges et immunités en cours de procédure devant le tribunal

Premier paragraphe

Les Etats peuvent se voir obligés pour des raisons de sécurité nationale ou par leur législation interne, de ne pas produire certains documents devant le tribunal d'un autre Etat. Dans ce cas, aucune sanction ne peut être liée au refus ou à l'omission. Ceci ne signifie pas que le tribunal de l'Etat du for ne puisse y lier certaines conséquences en ce qui concerne le fond de l'affaire, afin de respecter les droits du demandeur. Ces conséquences ne peuvent constituer une amende ou une sanction.

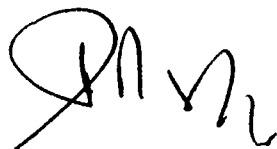
Deuxième paragraphe

Les indemnités de procédure sont normalement d'application tant à la partie demanderesse qu'à la partie défenderesse. L'exigence de fournir un cautionnement n'est cependant d'application que pour la partie demanderesse et ne peut jamais être exigée de l'Etat défendeur.

PARTIE VI Clauses finales

Les clauses finales ont été introduites à la toute fin des travaux sur la Convention et n'ont pas fait l'objet de grandes discussions.

Le Ministre des Affaires étrangères,



Didier REYNDEERS

EXEMPLAIRE POUR LE CONSEIL D'ETAT

Le Ministre de la Justice,

Koen GEENS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Verdrag van de Verenigde Naties inzake de immuniteit van rechtsmacht van Staten en hun eigendommen

MEMORIE VAN TOELICHTING

1. Inleiding

Het beginsel van de Staatsimmunititeit maakt deel uit van het gewoonterecht en vindt zijn oorsprong in de soevereine gelijkheid van Staten (*par in parem non habet imperium*), op grond waarvan een Staat geniet van de immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een andere Staat (hierna : forumstaat). De absolute Staatsimmunititeit heeft lang kunnen standhouden gelet op de beperkte rol van de Staat in de handelsbetrekkingen. De toenemende deelname van de Staat in handel gerelateerde betrekkingen heeft de nadruk op een absolute Staatsimmuniteit doen evolueren naar een meer restrictieve interpretatie van deze immuniteit.

De Belgische rechtspraak is reeds in een pril stadium voorstander geweest van een beperkte beschouwing van de Staatsimmunititeit. Reeds in 1903 onderscheidde het Hof van Cassatie (*Cass. 11 juin 1903, Pas. 1903, I, 294*) de handelingen in uitvoering van het soevereine Staatsgezag (*acta jure imperii*) en de handelingen van de Staat wanneer deze als private rechtspersoon deelneemt aan betrekkingen van privaatrechtelijke aard (*acta jure gestionis*), waarbij de immuniteit van rechtsmacht slechts in de eerstgenoemde categorie van handelingen kan worden ingeroepen.

Teneinde de rechtszekerheid in de praktijk om te zetten werd binnen het kader van de Raad van Europa de Europese Overeenkomst inzake de immuniteit van Staten opgesteld, die in Bazel op 16 mei 1972 werd ondertekend (Overeenkomst van Bazel). Deze Overeenkomst heeft een uniform juridisch kader geschapen en werd tot op heden door 8 lidstaten bekrachtigd (België, Cyprus, Duitsland, Luxemburg, Nederland, Oostenrijk, het Verenigd Koninkrijk en Zwitserland).

Reeds bij de totstandkoming van de Europese Overeenkomst inzake de immuniteit van Staten was er een oproep tot een verdrag op wereldniveau.

Dat bracht de Commissie voor Internationaal Recht ertoe een codificatie uit te werken, die in 1991 uitmondde in ontwerp-artikelen over de immuniteit van Staten en van hun goederen die ter discussie van de 6^e Commissie van de Verenigde Naties werden voorgelegd. Deze besprekingen hadden 5 sleutelelementen tot voorwerp :

(1) definitie van het concept van "Staat" voor de toepassing van de Staatsimmunititeit;

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

- (2) criteria om te bepalen of een overeenkomst of een transactie van commerciële aard waren;
- (3) het begrip openbare onderneming en andere entiteiten in het kader van commerciële transacties;
- (4) arbeidsovereenkomsten;
- (5) dwangmaatregelen ten overstaan van Staatsgoederen.

Dit werk heeft geleid tot het sluiten op 2 december 2004 te New York van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de immuniteit van rechtsmacht van Staten en hun eigendommen.

België heeft dit verdrag op 22 april 2005 ondertekend. Tot op heden werd dit verdrag door {28} Staten ondertekend, en hebben {21} Staten het geratificeerd of zijn ze tot het verdrag toegetreden. Het zal vanaf 30 bekrachtigingen of toetredingen in werking treden.

Sedert enige tijd neigt de Belgische rechtspraak ertoe de immuniteit, en in het bijzonder de uitvoeringsimmuniteit, van vreemde Staten te miskennen. Zo werden er bankrekeningen van buitenlandse ambassades in België middels beslag geblokkeerd waardoor ernstige diplomatieke incidenten werden veroorzaakt waaraan het moeilijk is te verhelpen gelet op de scheiding der machten. Deze derdenbeslagen of uitvoerende beslagen volgen soms een exequatur gegeven aan een buitenlands vonnis of een buitenlandse arbitrale uitspraak zonder enige band van betrokken partijen met België. De Belgische Staat bevindt zich hiertegenover machteloos zolang hij zijn wetgeving niet aanpast en het Verdrag niet ratificeert dat in deze duidelijke bepalingen bevat die het gewoonterecht weerspiegelen alsook een reeds restrictieve interpretatie van de immuniteiten omvat.

Een belangrijke ontwikkeling vanuit dat oogpunt is de goedkeuring, door het parlement, van een nieuwe bepaling van het gerechtelijk wetboek onder artikel 1412quinquies middels de wet van 23 augustus 2015. Deze wet beoogt tegemoet te komen aan de internationale verplichtingen die op ons land rusten m.b.t. diplomatieke voorrechten en immuniteiten en voorkomt op die manier dat er diplomatieke incidenten met derde Staten ontstaan telkens wanneer Belgische gerechtsdeurwaarders op vraag van een schuldeiser beslag leggen op goederen die toebehoren aan andere Staten.

Er mag opgemerkt worden dat België met Brussel de voornaamste diplomatieke ontmoetingsplaats ter wereld is geworden met nagenoeg 300 diplomatieke vertegenwoordigingen en internationale organisaties die in ons land vertegenwoordigd zijn. Elke inbreuk op de Staats- of diplomatieke immuniteit is een bron van spanningen en stelt ons land en zijn onderdanen, alsmede onze bedrijven, bloot aan represailles in het buitenland. Het brengt

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

onze rol als diplomatieke ontmoetingsplaats in gevaar, alsook de economische weldaden die eruit voortvloeien.

In de toelichting die de goedkeuring van het wetsvoorstel is voorafgegaan werd bovendien aangegeven dat verder "kan worden gewezen op de nakende ratificatie door ons land van het Verdrag van de Verenigde Naties van 2004 inzake de immuniteit van rechtsmacht van Staten en hun eigendommen, dat een dergelijke principiële onbeslagbaarheid zal opleggen, en waarop de paragrafen 1 en 2 van het voorgestelde artikel 1412quinquies zijn gebaseerd. Op die manier wordt reeds geanticipeerd op de ratificatie en inwerkingtreding van dit Verdrag."

2. Situering van het Verdrag van de Verenigde Naties in het internationaal publiek recht

Het beginsel van de Staatsimmuniteit berust hoofdzakelijk op de praktijk van de Staten en dus op het internationaal gewoonterecht. Het Verdrag van New York is vertrokken vanuit het oogpunt van de codificatie van de geldende praktijk. In deze verschilt het Verdrag van New York van de reeds geciteerde Europese Overeenkomst inzake de immuniteit van Staten van 16 mei 1972, die tot doel had gemeenschappelijke regels voor de verdragsluitende Staten uit te werken. Het compromis van de Overeenkomst van Bazel geeft bijvoorbeeld geen afdoende antwoord op de vraag naar de uitvoering van rechterlijke uitspraken. Zoals reeds aangegeven hebben slechts 8 lidstaten van de Raad van Europa de Overeenkomst van Bazel tot op heden geratificeerd : Duitsland, Oostenrijk, België, Cyprus, het Groothertogdom Luxemburg, Nederland, het Verenigd Koninkrijk en Zwitserland. Men kan opmerken dat behoudens Zwitserland al deze Staten tegenwoordig lid zijn van de Europese Unie, in het kader waarvan een verordening (EU) nr. 1215/2012 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de rechterlijke bevoegdheid, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken van toepassing is. Deze verordening sluit echter uit haar toepassingsgebied uit de fiscale zaken, douanezaken en administratiefrechtelijke zaken, en de aansprakelijkheid van de Staat wegens een handeling of nalaten in de uitoefening van het openbaar gezag (*acta jure imperii*)(art.1 van de verordening). Artikel 41 van de verordening bepaalt overigens dat " de procedure voor tenuitvoerlegging van in een andere lidstaat gegeven beslissingen (wordt) beheerst door het recht van de aangezochte lidstaat. Een in een lidstaat gegeven beslissing die in de aangezochte lidstaat uitvoerbaar is, wordt er onder dezelfde voorwaarden ten uitvoer gelegd als een in de aangezochte lidstaat gegeven beslissing.". Voor de uitvoering van rechterlijke uitspraken aangenomen binnen de Europese Unie dienen bijgevolg de bepalingen van het Verdrag van New York en het artikel 1412quinquies van het gerechtelijk wetboek te worden nageleefd, waardoor de Belgische beslagrechter verplicht geraadpleegd dient te worden.

De relatie tussen de twee eerder geciteerde verdragen wordt respectievelijk geregeld in artikel 33 van de Overeenkomst van Bazel en artikel 26 van het

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Verdrag van de Verenigde Naties. Uit deze twee bepalingen kan worden afgeleid dat, van zodra het Verdrag van de Verenigde Naties in werking zal treden :

- Tussen België en Staten die slechts partij zijn bij de Overeenkomst van Bazel deze laatste overeenkomst van toepassing zal zijn. Tegenwoordig betreft dit scenario enkel Duitsland, Luxemburg en het Verenigd Koninkrijk (die het Verdrag van New York ondertekend maar niet geratificeerd heeft), onder voorbehoud van de toepassing van hoger vermelde verordening (EU) nr. 1215/2012.
- Tussen België en Staten die slechts partij zijn bij het Verdrag van de Verenigde Naties is dat laatste van toepassing.
- Indien België en een andere Staat allebei (tegenwoordig betreft dit Zwitserland en Oostenrijk) partij zijn bij de twee verdragen zal de Overeenkomst van Bazel voorrang hebben (onder voorbehoud van de toepassing van hoger vermelde verordening (EU) nr. 1215/2012 ten overstaan van Oostenrijk). Het Verdrag van de Verenigde Naties raakt niet aan bestaande overeenkomsten op dit gebied. De Overeenkomst van Bazel geeft enkel de voorrang aan (zowel bestaande als toekomstige) verdragen « op bijzondere terreinen ». Er kan moeilijk aangevoerd worden dat het Verdrag van New York « bijzondere » aangelegenheden betreft aangezien het de Staatsimmunitet in haar geheel dekt (artikel 1 en 3). Tussen België en Staten die geen partij zijn bij de Overeenkomst van Bazel noch bij het Verdrag van de Verenigde Naties, te weten een meerderheid van de Staten in de Wereld, is het internationaal gewoonterecht van toepassing. De Belgische rechter zal dienvolgens kunnen verwijzen naar bestaande verdragen in de mate dat deze het internationaal gewoonterecht codificeren.

3. Aard van het Verdrag in verhouding tot het intern Belgisch recht

Er dient op gewezen te worden dat de Werkgroep Gemengde Verdragen op 26 mei 2016 het exclusief federaal karakter van het Verdrag van New York heeft voorgesteld. Dit verdrag heeft inderdaad enkel de immuniteit van rechtsmacht van een Staat en van zijn goederen voor een rechtbank van een andere Staat op het oog. Hoewel de vertegenwoordigingen van Gemeenschappen en Gewesten in het buitenland, als onderdeel van de federale Staat, eveneens van de immuniteiten van het Verdrag kunnen genieten, blijft het Verdrag desalniettemin een exclusief federaal karakter behouden. De Interministeriële Conferentie voor het Buitenlands Beleid heeft het exclusief federaal karakter middels schriftelijke procedure ingeleid dd.14 juli 2016 vastgesteld.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

4. Artikelsgewijze commentaar

Voorafgaandelijke beschouwing: om redenen van coherentie is de Nederlandstalige tekst van het Verdrag de versie die in het Tractatenblad van het Koninkrijk der Nederlanden werd gepubliceerd. De Franstalige tekst is de oorspronkelijke versie van de Verenigde Naties.

DEEL I : Inleiding

Artikel 1 : Reikwijdte van dit Verdrag

Artikel 1 omschrijft het toepassingsgebied *ratione materiae* van het Verdrag van de Verenigde Naties, dat in de eerste plaats betrekking heeft op de immuniteit van rechtsmacht. Deze omvat de hele procedure, vanaf de inleiding ervan via onderzoek en voorlopige maatregelen tot aan de uiteindelijke uitspraak. Zij omvat tevens de immuniteit van Staatsgoederen ten opzichte van dwangmaatregelen zoals beslag en derdenbeslag.

Artikel 2 : Begripsomschrijvingen

Eerste paragraaf

- a) Elk Staatsorgaan bevoegd voor de uitoefening van gerechtelijke taken wordt door het Verdrag van New York beschouwd als een « rechter », ongeacht de gerechtelijke hiërarchie in voege in de beschouwde Staat. De gewone hoven en rechtbanken vallen onder deze omschrijving, alsook administratieve gerechten. De beschouwingen in de voorbereidende werken geven aan dat het begrip « geding » met uitsluiting van het strafproces begrepen moet worden.
- b) Het toepassingsgebied *ratione personae* van de Staatsimmuniteit wordt bepaald door een exhaustieve lijst van entiteiten en personen die zich op de Staatsimmuniteit kunnen beroepen, evenals de bevoegdheid waarop ze er een beroep op kunnen doen. Het betreft :
 - De Staat en zijn verschillende regeringsinstanties. Het verwijst naar de Staat handelend in eigen naam of middels regeringsinstanties, hoe ze ook genoemd worden, alsook ondergeschikte instanties van de Staat en de zendingen die de Staat vertegenwoordigen zoals diplomatieke zendingen. De uitdrukking wordt niet beperkt tot de uitvoerende macht en heeft betrekking op alle machten.
 - De onderdelen van een federale Staat of de Staatkundige onderdelen van de Staat. Hoewel het internationaal publiek recht in het algemeen geen rekening houdt met de interne structuur noch met de organisatie van een Staat is deze houding inzake immuniteiten niet houdbaar. Bevoegdheden zoals de

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

deelname aan handelsbetrekkingen worden meer en meer aan gefedereerde entiteiten overgeheveld, maar een vergelijkbare evolutie kan ook in gecentraliseerde Staten worden waargenomen.

Bij de onderhandeling van het Verdrag werd meermaals de vraag gesteld in welke omstandigheden deze entiteiten beroep zouden kunnen doen op immuniteiten. Het Verdrag van de Verenigde Naties kiest voor éénzelfde regime voor de onderdelen van een federale Staat en voor de Staatkundige onderdelen van een Staat. Deze entiteiten dienen bevoegd te zijn voor de uitoefening van het soeverein gezag en dienen in deze hoedanigheid beroep te kunnen doen op de bepalingen van het Verdrag.

- De begrippen « agentschappen » en « instanties » worden als synoniem gebruikt en verwijzen naar openbare entiteiten, die niet noodzakelijk een Staatsorgaan of een deel van een regeringsstructuur moeten zijn. Het begrip "andere entiteiten" verwijst daarentegen naar private entiteiten die met een deel van het Staatsgezag worden bekleed en bevoegd zijn om in uitvoering van dat soeverein gezag op te treden. In het algemeen is artikel 2, alinea 1, b, iii niet van toepassing op staatsondernemingen in de mate dat deze geen handelingen verrichten in uitvoering van het soeverein gezag van de Staat. Staatsondernemingen worden overigens in de context van handelstransacties als onafhankelijke entiteiten van de Staat behandeld (artikel 10, alinea 3).
- De laatste categorie van begunstigden van de Staatsimmunititeit dekt alle vertegenwoordigers van de Staat. Deze categorie werd omwille van praktische juridische overwegingen ingelast, door het feit dat klachten vaak niet alleen tegen de Staat maar ook tegen zijn vertegenwoordigers worden ingediend. De immunititeit van deze laatsten houdt enkel verband met hun vertegenwoordigingsbevoegdheid *ratione materiae* en blijft dus geldig na beëindiging van de functie.

Er bestaan nog andere immuniteiten in verband met personen, zoals vorsten en diplomatieke agenten. Onderhavig verdrag laat hen onverlet (cf. artikel 3).

- c) De uitzondering betreffende commerciële transacties is de fundering van de restrictieve kijk op de immunititeit van rechtsmacht van Staten en van hun goederen. De *ratio legis* van deze zienswijze is dat de Staat, als partij bij een commerciële relatie, op gelijke voet moet staan als zijn private handelspartners, en aldus geen beroep kan doen op zijn geprivilegieerde volkenrechtelijke positie.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Het Verdrag van de Verenigde Naties onderscheidt drie categoriën van commerciële transacties. Men heeft hier het begrip "transactie" verkozen boven het begrip « overeenkomst » omdat "transactie" een ruimere lading dekt.

- De verkoop van goederen en de levering van diensten, die het merendeel van de commerciële transacties uitmaken.
- De leningsovereenkomsten en andere transacties van financiële aard. Staten zijn vaak verplicht leningen aan te gaan op buitenlandse kapitaalmarkten of obligaties uit te geven. Overigens stellen Staten zich vaak garant of brengen een waarborg in wanneer een nationaal bedrijf een contract afsluit met een andere Staat, waarvan de financiering op haar beurt wordt uitgevoerd door een buitenlandse bank of door een consortium van financiële instellingen. Door de invoeging van "andere transactie van financiële aard » wil het Verdrag van de Verenigde Naties deze borgstellingen van de Staatsimmunititeit uitsluiten.
- De restcategorie omvat een ruime waaier van overeenkomsten en transacties waar een Staat partij van kan zijn. Arbeidsovereenkomsten worden uitdrukkelijk van deze categorie geweerd en zijn het voorwerp van de bepalingen van artikel 11.

Tweede paragraaf

Het Verdrag voorziet een dubbel criterium om in elk geval te bepalen of er sprake is van een commerciële transactie. In een eerste beweging dient de rechtbank te onderzoeken of de aard van de overeenkomst of de transactie toelaat gewag te maken van een commerciële transactie.

Indien de aard van overeenkomst of transactie ertoe leidt aan te nemen dat de transactie commercieel is, kan de verwerende Staat in een volgende beweging het doel van de overeenkomst of de transactie als bewijs van het tegendeel aanvoeren. Door het doel in te lassen in de bepaling over het niet commercieel karakter van een overeenkomst of transactie heeft men de zorg van bepaalde ontwikkelingslanden in rekening willen nemen om een bescherming op te bouwen wanneer zij overeenkomsten afsluiten ten behoeve van hun nationale economie.

Derde paragraaf

Deze paragraaf bepaalt dat de interpretatie van de begrippen « rechter », « Staat » en « commerciële transactie » eigen is aan de specifieke context van onderhavig Verdrag en dient begrepen te worden zonder afbreuk te doen

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

aan de betekenis die hen in het intern recht en in andere internationale instrumenten gegeven zou worden.

Artikel 3 : Voorrechten en Immunities die niet aangetast worden door het Verdrag

Eerste paragraaf

Staatsimmunititeit en diplomatieke immunititeit zijn nauw met elkaar verstrengeld maar hebben onderscheiden juridische gevolgen. Het doel van de Staatsimmunititeit is de Staatsovereïntiteit te beveiligen in bepaalde handelingen van een Staat tegen de uitoefening van de rechtsmacht van een andere Staat (*par in parem non habet imperium*). De diplomatieke immunities dienen daarentegen een Staat toe te laten normale diplomatieke betrekkingen aan te gaan met de gaststaat. De twee immunities zijn een attribuut van de Staat, die er vrij over kan beschikken. Zo kan een Staat vrij verzaken aan zijn eigen immunititeit, of aan de diplomatieke immunititeit van één van zijn agenten.

Het toepassingsgebied van deze twee gevallen geeft een duidelijk onderscheid aan. Het beginsel van de Staatsimmunititeit berust voornamelijk op het onderscheid tussen *acta jure imperii* en *acta jure gestionis*. Slechts de eerste categorie valt onder het toepassingsgebied van de Staatsimmunititeit. De diplomatieke voorrechten en immunities zijn van toepassing op personen in hun hoedanigheid van diplomaat of op goederen nodig voor de vertegenwoordiging van de Staat, ongeacht de aard van de handeling. De diplomatieke voorrechten en immunities worden door verscheidene internationale instrumenten gedekt, waaronder het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer.

Tweede paragraaf

De tweede paragraaf verwijst uitdrukkelijk naar de immunities waarvan Staatshoofden persoonlijk genieten onder het geldende internationale recht. De immunititeit waarvan zij genieten in hun hoedanigheid van orgaan of vertegenwoordiger van de Staat was het voorwerp van artikel 2. Onderhavige bepaling dekt de persoonlijke voorrechten en immunities van het Staatshoofd. Hoewel deze bepaling niet strijdig is met de immunities van regeringsleiders en ministers van buitenlandse zaken werd niet voor een exhaustieve lijst gekozen. Enkel de verwijzing naar het Staatshoofd werd behouden.

Derde paragraaf

Deze paragraaf verwijst naar bestaande akkoorden over het ruimterecht die de rechtsmacht van de Staat over voorwerpen die in de ruimte worden gelanceerd en over hun inschrijving reglementeert. Deze uitdrukkelijke verwijzing werd ingelast tijdens de onderhandelingen teneinde rekening te

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

houden met de erkenning van de immuniteit van ruimteschepen en andere ruimtevoorwerpen door het internationaal gewoonterecht. Zodoende herinnert het Verdrag van New York aan de immuniteit die aan luchtvaartuigen wordt toegekend. Bovendien bepaalt het Verdrag in zijn artikel 26 dat de bepalingen ervan de rechten en verplichtingen van Staten uit hoofde van bestaande internationale verdragen onverlet laten. Bijzondere verdragsrechtelijke regimes voor luchtvaartuigen en ruimtevaartobjecten hebben bijgevolg voorrang op onderhavig Verdrag.

Artikel 4 : Niet-terugwerkende kracht van onderhavig Verdrag

Artikel 4 herinnert aan artikel 28 van het Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht dat het beginsel van niet terugwerkende kracht van verdragen huldigt.

DEEL II : Algemene Beginselen

Artikel 5 : Staatsimmunititeit

Bij de formulering van artikel 5 werd gepoogd uiteenlopende zienswijzen over de immuniteit in verschillende verdragen, rechtspraak en nationale wetgevingen te verzoenen, door het algemeen beginsel van de immuniteit van staten en van hun goederen te bevestigen, maar tegelijk dit beginsel aan de uitzonderingen bepaald in onderhavig verdrag te onderwerpen.

Artikel 6 : Modaliteiten om aan de Staatsimmunititeit gevolg te geven

Eerste paragraaf

Het Verdrag van de Verenigde Naties legt ook verplichtingen op aan de forumstaat, die een actieve speler is van de Staatsimmunititeit van andere Staten en deze dient toe te passen, teneinde de daadwerkelijke uitvoering van het verdrag te verzekeren. Indien een geding tegen een andere Staat wordt ingeleid, en de bevoegdheid van de rechtbank van de forumstaat is vastgesteld, dient deze ambtshalve vast te stellen of de in gebreke gestelde Staat geniet van de immuniteit van rechtsmacht. De forumstaat dient erop toe te zien dat zijn rechtbanken dit automatisme onder de knie hebben.

De toevoeging van « verzekert daartoe » laat de verantwoordelijkheid voor de uitvoering van een ambtshalve onderzoek van de Staatsimmunititeit op de forumstaat berusten. Deze laatste dient bijgevolg hieraan gevolg te geven door eventueel zijn interne wetgeving aan te passen.

Indien de opgevorderde Staat steeds uit eigen initiatief zou moeten verschijnen voor de rechtbanken van de forumstaat om zijn immuniteit in te roepen, zou dit zware financiële gevolgen met zich mee brengen. Deze bepaling heeft echter ook niet tot doel om de Staat die de rechtsmacht van

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

de forumstaat betwist, te ontmoedigen om zich voor de rechtbank aan te bieden, aangezien dit de meest zekere wijze is om genoegdoening te krijgen.

Tweede paragraaf

Deze paragraaf omschrijft de omstandigheden waarbinnen een geding geacht wordt te zijn ingesteld tegen een Staat, in welk geval deze laatste zijn immuniteit kan invoeren. In de voorbereidende werken noteert de Commissie Internationaal Recht dat vorderingen die een derdenbeslag van goederen behelzen in de praktijk van de Staten beschouwd worden als vorderingen die een vreemde Staat willen dwingen om zich aan de lokale rechtsmacht te onderwerpen. De vreemde Staat kan zijn immuniteit niet alleen invoeren wanneer hij van een eigendomsrecht of -titel kan gewag maken maar ook indien de goederen waarvan sprake zich in zijn bezit of onder zijn feitelijke controle bevinden.

Artikel 7 : Uitdrukkelijke instemming met uitoefening van rechtsmacht

De verplichting voor de rechtbanken van de forumstaat om zich te onthouden van de uitoefening van de rechtsmacht is echter niet absoluut. Het hangt af van de afwezigheid van instemming vanwege de Staat die ermee bedreigd wordt onderworpen te worden aan de rechtsmacht van de forumstaat. De afwezigheid van instemming wordt verondersteld. Het tegendeel moet bewezen worden. Het vermoeden van afwezigheid van instemming heeft ook tot gevolg dat er geen ruimte is voor een stilzwijgende instemming. Eenmaal de instemming bewezen kan de Staat de immuniteit van rechtsmacht niet meer invoeren en valt hij dienvolgens onder de normale bevoegdheidsregels van de forumstaat.

De draagwijdte van de instemming dient nagetrokken te worden. Zo kan een Staat inderdaad instemmen met de uitoefening van de rechtsmacht in een welbepaald geding of met betrekking tot een specifieke aangelegenheid. In het eerste geval impliceert de instemming in een welbepaalde zaak niet automatisch dat deze instemming ook geldt voor andere zaken.

De instemming met de uitoefening van de rechtsmacht in een specifieke aangelegenheid leidt tot de onmogelijkheid voor een Staat om de immuniteit voortaan in te roepen in al de zaken die betrekking hebben op hetzelfde vraagstuk. Om deze reden onderscheidt artikel 7 een « zaak » van een « aangelegenheid ».

Artikel 7 bevat een exhaustieve lijst van middelen waardoor een Staat kan instemmen met de rechtsmacht van de forumstaat :

- Een Staat kan instemmen middels een internationaal verdrag dat de draagwijdte van de instemming moet bepalen.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

- Daarnaast kan van de instemming akte worden genomen in een schriftelijke overeenkomst of via een verklaring voor een rechter.

De instemming geldt ook voor rechtsmacht van bevoegde gerechten om kennis te nemen van beroepsprocedures op elk daaropvolgend stadium van het geding.

Artikel 8 : Gevolgen van de deelname in een geding voor een rechter

Artikel 8 behandelt de omstandigheden waarbinnen de deelname van een Staat in het geding voor de rechtbanken van een andere Staat kan beschouwd worden als een instemming met de uitoefening van de rechtsmacht van een rechtbank. Het betreft hier een actieve houding van de Staat.

De deelname van een Staat in een geding voor de rechtbank van een andere Staat teneinde enkel zijn immuniteit in te roepen kan niet voor gevolg hebben dat hij met de uitoefening van de rechtsmacht van deze andere Staat heeft ingestemd.

Artikel 9 : Eisen in reconventie

Artikel 9 omschrijft de logische gevolgen van de bepalingen van artikel 8, eerste paragraaf, in het geval van tegeneisen. Indien de Staat zelf een tegeneis instelt kan hij geen immuniteit inroepen tegen de initiële eis want hij komt tussen ten gronde. In dat geval is zijn houding het kennelijk bewijs van zijn instemming om aan de rechtsmacht van een rechtbank te worden onderworpen.

DEEL III: Gedingen waarin geen beroep op Staatsimmunitet kan worden gedaan

De Commissie voor Internationaal Recht heeft gekozen voor een pragmatisch voorstel tot indeling van de domeinen waar de Staatsimmunitet beperkt is, in de plaats van een basisindeling op grond van een theoretisch onderscheid tussen *acta jure imperii* en *acta jure gestionis*. Al de hier opgesomde domeinen vloeien voort uit de praktijk van de Staten.

Artikel 10 : Commerciële transacties

Eerste paragraaf

Wanneer een Staat een commerciële transactie aangaat met een natuurlijke of rechtspersoon die niet de nationaliteit van deze Staat heeft, kan hij de immuniteit van rechtsmacht tegenover de rechtbank van een andere Staat niet inroepen voor zover deze laatste rechtsmacht heeft overeenkomstig de regels van het internationaal privaatrecht. De rechtbank van de forumstaat

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

kan zijn rechtsmacht danken aan verschillende gronden, waaronder de plaats waar de overeenkomst is aangegaan, de plaats waar zij wordt uitgevoerd, de nationaliteit of de woonplaats van één van de contractspartijen.

Tweede paragraaf

De tweede paragraaf sluit twee soorten commerciële transacties uit de toepassing van artikel 10. Hoewel de begrippen "buitenlandse natuurlijke of rechtspersoon" te denken geven dat transacties tussen Staten worden uitgesloten van de toepassing van artikel 10, bevestigt deze paragraaf dat de immuniteit van rechtsmacht in dat geval wordt toegepast. Deze bepaling werd ingevoerd om in het bijzonder ontwikkelingslanden te beschermen, die vaak akkoorden sluiten met andere Staten, inzonderheid in geval van voedselhulp.

Daarenboven wordt de contractuele vrijheid in hoofde van de Staat ten volle geëerbiedigd, aangezien een Staat en zijn contractant in de commerciële transactie vrijwillig kunnen overeenkomen om af te zien van de algemene regel van artikel 10 door bijvoorbeeld beroep te doen op arbitrage. Er wordt algemeen aangenomen dat zo een akkoord schriftelijk moet worden vastgelegd.

Derde paragraaf

In de economische orde van sommige Staten worden economische transacties waarvan sprake in artikel 2 §1 c) door staatsondernemingen of door entiteiten met een onderscheiden rechtspersoonlijkheid van die van de Staat tot stand gebracht. Aangezien deze entiteiten commerciële transacties voor eigen rekening afsluiten, kunnen zij in die hoedanigheid worden gedagvaard voor de rechtbanken van een andere Staat. In dat geval wordt de Staat niet beschouwd als een partij bij deze transactie en wordt zijn immuniteit niet in vraag gesteld.

Aangezien de totstandkoming van staatsondernemingen van Staat tot Staat verschilt, legt het Verdrag van de Verenigde Naties een dubbele voorwaarde op aan het bezit van de rechtspersoonlijkheid. Deze omvat de bekwaamheid om gedingen in te stellen en om eigendommen te verwerven, te bezitten of te vervreemden. Deze voorwaarden zijn cumulatief.

Artikel 11 : Arbeidsovereenkomsten

Eerste paragraaf

Deze paragraaf wordt als een aanvullende regel geformuleerd, aangezien Staten steeds anders kunnen overeenkomen.

Volgens het basisbeginsel van dit artikel kan een Staat zijn immuniteit niet inroepen in het geval van een arbeidsovereenkomst afgesloten tussen een

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Staat en een natuurlijke persoon. Met andere woorden kan een vreemde Staat als werkgever zich niet afschermen van procedures voor de rechtbanken van een andere Staat die betrekking hebben op zijn hoedanigheid als werkgever. Dit strekt zich uit over vorderingen wegens niet naleving van de toepasselijke wetgeving inzake tewerkstelling, bijvoorbeeld de niet naleving van het maximaal aantal werkuren, de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, enz.

De arbeidsovereenkomst valt onder deze uitzondering enkel indien zij aan twee voorwaarden voldoet. Vooreerst moet zij afgesloten worden tussen een Staat en een natuurlijke persoon. Voorts moet er een territoriale band bestaan met de forumstaat. Zowel werknemers aangeworven voor onbepaalde duur als werknemers aangeworven voor een bepaalde duur vallen onder het toepassingsgebied van artikel 11.

Overeenkomstig artikelen 96 en 97 van de wet van 16 juli 2004 houdende het wetboek van internationaal privaatrecht zijn de Belgische rechtbanken bevoegd om kennis te nemen van elke vraag inzake in België ontstane of uitgevoerde contractuele verbintenissen, inzonderheid in verband met individuele arbeidsbetrekkingen. Een contractuele verbintenis wordt in de betekenis van artikel 96 uitgevoerd wanneer de werknemer zijn werk gewoonlijk in België verricht ten tijde van het geschil. Artikel 97 bepaalt ten andere dat een overeenkomst om een rechter internationaal bevoegd te maken, ten aanzien van de werknemer slechts gevolgen heeft indien zij na het ontstaan van het geschil wordt gesloten. Globaal eensluidende regels worden voorzien in de artikelen 20 tot 23 van verordening (EU) nr. 1215/2012 van 12 december 2012.

Tweede paragraaf

Deze paragraaf voorziet terzelfdertijd een reeks uitzonderingen op deze regel van afwezigheid van immuniteit in het geval van een arbeidsovereenkomst. Volgende criteria komen in aanmerking :

- De aard van het werk dat de door de Staat aangeworven werknemer wordt vervuld. De formulering van deze uitzondering werd meermaals veranderd in de loop van de voorbereidende werken. Het beroep dat de Staat zou kunnen doen op deze uitzondering is beperkt tot werknemers die aangeworven zijn voor de uitvoering van specifieke functies verbonden aan de uitoefening van het Staatsgezag. Men denke aan privé secretarissen, vertalers, veiligheidspersoneel.
- Het statuut van de werknemer. Indien deze van een immuniteit geniet, overeenkomstig de Verdragen van Wenen inzake diplomatiek en consulaire verkeer, kan de Staat zich op deze immuniteit beroepen.
- Het voorwerp van het geding. De aanstelling, de verlenging van de overeenkomst en de re-integratie van de werknemer zijn handelingen

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

die eigen zijn aan de discretionaire bevoegdheid van de Staat als werkgever en vallen dienvolgens onder de algemene regel van de Staatsimmunitet. Deze uitzondering op de eerste paragraaf doet geen afbreuk aan de eventuele schadevergoeding wegens onrechtmatig ontslag waarop de werknemer aanspraak zou kunnen maken. Met andere woorden belet deze bepaling de werknemer niet klacht in te dienen tegen de Staat als werkgever teneinde een schadevergoeding te bekomen wegens aansprakelijkheid in het kader van een aanwerving, de hernieuwing van een overeenkomst of de re-integratie van een werknemer.

- De veiligheidsbelangen van een Staat. De bijlage bij het Verdrag van de Verenigde Naties licht toe dat artikel 11, 2^e paragraaf, d) in de eerste plaats aangelegenheden op het gebied van de nationale veiligheid en de veiligheid van diplomatieke en consulaire posten beoogt. De vraag of een vordering ingesteld wegens een arbeidsovereenkomst de nationale veiligheidsbelangen aantast vindt zijn antwoord op het niveau van het hoogste Staatsgezag : het Staatshoofd, de regeringsleider of de minister van Buitenlandse Zaken. Net zoals zijn bondgenoten zal België echter bij de ratificatie van het Verdrag een verklaring neerleggen ter verduidelijking van de niet-toepasbaarheid van dit verdrag op activiteiten van zijn strijdkrachten in buitenlandse operaties, teneinde toekomstige buitenlandse operaties niet in gevaar te brengen. De tekst van deze verklaring wordt hernomen in de commentaar onder artikel 12. In het kader van militaire operaties kunnen lokaal aangeworven personen namelijk belangrijke informatie voor de Staatsveiligheid ontvangen. Er zou gevreesd kunnen worden dat de tijd nodig voor een beroep op het hoogste Staatsgezag opgelegd door artikel 11, 2^e paragraaf, d), de Belgische staat blootstelt aan de rechtsmacht van de lokale rechtbanken en aan het vrijgeven van veiligheidsgevoelige informatie.
- De nationaliteit van de Staat die als werkgever optreedt. De Staat kan zijn immunitet handhaven indien de werknemer dezelfde nationaliteit bezit en zijn hoofdverblijfplaats niet in de forumstaat heeft. De bescherming van de forumstaat beperkt zich tot lokaal aangeworven personeel. Het ogenblik waarop dit beoordeeld moet worden is het ogenblik waarop het geding wordt ingesteld.
- Een andersluidende geschreven overeenkomst. Werkgever en werknemer kunnen afspreken om af te wijken van de algemene regel van afwezigheid van immunitet in het geval van een arbeidsovereenkomst zoals omschreven in artikel 11, §1. Ze kunnen er echter niet van afwijken indien overwegingen van openbare orde aan de rechtbanken van de forumstaat een exclusieve rechtsmacht toekennen op grond van het voorwerp van het geding.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Artikel 12 : Persoonlijk letsel en schade aan eigendommen

De uitzondering is bedoeld om aan particulieren de mogelijkheid te bieden herstel te vragen voor bewuste, accidentele of nalatige daden of onthoudingen. De toepasselijke wet is de « lex loci delicti commissi », zoniet zou het slachtoffer zonder verhaalmogelijkheid worden overgelaten indien de Staat voor de rechtbanken van de forumstaat zijn immuniteit zou kunnen invoeren.

Deze uitzondering vindt haar oorsprong in de praktijk van de Staten en wordt hoofdzakelijk toegepast op gevallen van klachten betreffende verkeersongevallen over de weg, op het water of in de lucht die door vertegenwoordigers van de Staat veroorzaakt zijn. Deze uitzondering belet verzekeringsmaatschappijen zich te verschuilen achter de Staatsimmuniteit om aan een vordering tot schadeloosstelling te ontsnappen. De uitzondering van artikel 12 betreft enkel de financiële gevolgen van een vordering tot schadevergoeding wegens overlijden of lichamelijk letsel van een persoon, of van schade aan of verlies van een materiële eigendom.

Het artikel 12 wordt niet toegepast in afwezigheid van lichamelijke of materiële schade. Noch laster, noch reputatieschade komen hier in aanmerking, evenmin als economische en sociale rechten.

Het bepaalt de toepassingsvoorwaarden van deze uitzondering op de immuniteit van Staten.

Er wordt hierbij geen onderscheid gemaakt tussen acta jure imperii en acta jure gestionis.

Dit artikel doet geen afbreuk aan het vraagstuk over de diplomatieke immuniteiten en wordt evenmin toegepast aan toestanden die verband houden met gewapende conflicten.

Dit artikel wordt dus evenmin toegepast op activiteiten van strijdkrachten tijdens een gewapend conflict, overeenkomstig de definitie van deze begrippen ingevolge het internationaal humanitair recht, noch op de militaire activiteiten ondernomen door de strijdkrachten van een Staat in de uitoefening van hun officiële functies. Vanuit dat oogpunt zal België, net zoals zijn bondgenoten, bij de ratificatie van het Verdrag een verklaring neerleggen ter verduidelijking van de niet-toepasbaarheid van dit verdrag op activiteiten van zijn strijdkrachten in buitenlandse operaties, teneinde toekomstige buitenlandse operaties niet in gevaar te brengen. In deze veronderstelling kunnen andere maatregelen van toepassing zijn, onder meer akkoorden die het statuut van de strijdkrachten regelen.

Voorgestelde verklaring: « België veronderstelt bij deze dat het Verdrag niet van toepassing is op militaire activiteiten, daar inbegrepen de activiteiten van strijdkrachten tijdens een gewapend conflict, overeenkomstig de definitie van

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

deze begrippen ingevolge het internationaal humanitair recht, en de activiteiten ondernomen door de strijdkrachten van een Staat in de uitoefening van hun officiële functies. Deze activiteiten blijven onderworpen aan de andere normen van internationaal recht. ».

Artikel 13 : Eigendom, bezit en gebruik van eigendommen

Artikel 13 verwijst naar een belangrijke uitzondering op de Staatsimmuniteit betreffende de eigendom, het bezit of het gebruik van goederen. Ze dient onderscheiden te worden van de immunititeit van Staten betreffende beslaglegging. Artikel 6, §2, b) laat de Staat toe zijn immuniteit in te roepen in het geval van een geding dat niet tegen hem gericht is maar wel tegen zijn eigendommen, rechten of belangen. Vanuit dit opzicht laat artikel 13 een uitzondering toe op het beginsel van Staatsimmuniteit, zonder afbreuk te doen aan de voorrechten en immuniteiten die het internationaal publiek recht toekent aan diplomatieke zendingen en andere buitenlandse vertegenwoordigingen. Deze uitzondering beoogt niet een rechtsmacht toe te kennen aan een rechtbank wanneer deze niet bestaat.

Alinea a) verwijst naar het « recht van een Staat of zijn belang » aangezien wat in de ene Staat erkend wordt als een recht in een andere Staat kan beschouwd worden als een belang. De gebruikte formule laat toe om het geheel te omvatten. Concreet betreft de uitzondering op het beginsel van de Staatsimmuniteit procedures met betrekking tot het eigendomsrecht, erfpacht, huurbetwistingen en andere gedingen met betrekking tot het bezit en het gebruik van onroerende goederen door de vreemde Staat. De rechtspraak van onze rechtbanken past deze uitzondering reeds toe.

Alinea c) houdt voornamelijk rekening met de toestand van Common Law landen.

Artikel 14 : Intellectuele en industriële eigendom

De uitzondering van artikel 14 heeft een groeiend belang in de praktijk. Intellectuele en industriële eigendomsrechten bevinden zich tussen de commerciële transacties van artikel 10 en de "eigendom, het bezit en het gebruik" van artikel 13 en maken een aparte categorie uit van de eigendomsrechten : de immateriële rechten.

Artikel 14 beschermt verschillende categorieën van intellectuele rechten. De gebruikte begrippen beogen alle vormen van, bestaande en toekomstige, industriële en intellectuele eigendom te behelzen, daarin begrepen rechten in ontwikkeling, zoals inzake informatica.

Het feit dat een Staat zich vrijwillig onderwerpt aan de forumstaat door er een vordering in te stellen alsook de juridische bescherming van de forumstaat geeft een stevige juridische basis aan de uitoefening van de rechtsmacht. De bescherming vereist een registratiesysteem.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Artikel 14 is niet beperkt tot vorderingen ingesteld tegen een Staat of met betrekking tot een recht dat aan deze Staat toebehoort. Het kan ook betrekking hebben op rechten van derden, en via deze weg ook de vraag naar de rechten van de Staat over gelijkaardige voorwerpen van intellectuele of industriële eigendom.

Alinea a handelt in het bijzonder over het vaststellen van een recht. Met "vaststellen" dient niet alleen de natrekking van het bestaan van beschermde rechten te worden verstaan, maar ook een evaluatie van de substantie ervan. Alinea b handelt over de niet naleving door een Staat, op het grondgebied van de forumstaat, van een recht van deze aard.

Artikel 15 : Deelname in ondernemingen of andere collectieve lichamen

Eerste paragraaf

Artikel 15 voorziet een uitzondering op het beginsel van de Staatsimmunititeit wanneer de vreemde Staat betrokken is in een geding voor de rechtbank van de forumstaat dat betrekking heeft op zijn deelname in een onderneming of een ander collectief lichaam met private vennoten of dat aan de privé sector toebehoort. Door zijn deelname aan zulke akkoorden gaat de Staat verbintenissen aan, enerzijds door deel te nemen aan de onderneming of het lichaam, anderzijds ten overstaan van de andere contractant. Wanneer een Staat deelneemt aan een onderneming of een lichaam gevestigd in een andere Staat middels het verwerven van aandelen of de aanwezigheid in bestuursorganen, treedt hij vrijwillig toe tot de rechtsorde van de forumstaat en is dus gebonden door geldende wetgeving in deze Staat.

De uitdrukking « een onderneming of ander collectief lichaam, met of zonder rechtspersoonlijkheid » werd gekozen om alle soorten juridische entiteiten te dekken die in verschillende rechtstelsels kunnen bestaan. Het statuut en de rechtsbekwaamheid kunnen verschillen naargelang het stelsel. Het lichaam kan met of zonder winstoogmerk zijn.

Tweede paragraaf

De uitzondering voorzien in de eerste paragraaf wordt echter beperkt door de contractvrijheid. De geldende regulering kan terzijde worden gezet middels een andersluidende overeenkomst bv. tussen de forumstaat en de Staat waartegen een vordering is ingesteld.

Artikel 16 : Schepen in het bezit van of geëxploiteerd door een Staat

Op het gebied van de maritieme aspecten van de buitenlandse handel voert artikel 16 een belangrijke uitzondering in aan de Staatsimmunititeit. De eerste en derde paragraaf betreffen de commerciële scheepvaart terwijl de tweede

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

en de vierde paragraaf het uitsluitend gebruik voor niet-commerciële overheidsdoeleinden betreffen. Het Verdrag van de Verenigde Naties stelt inderdaad het beginsel voorop dat de Staat geen immuniteit kan inroepen in gedingen betreffende schepen die hij uitbaat of waarvan hij eigenaar is en die gebruikt worden voor andere dan niet commerciële doeleinden. Het zelfde beginsel geldt voor de vracht van deze schepen. Het begrip "exploitatie" behelst een aanzienlijk veld van maritieme activiteiten, gaande van de organisatie van de koopvaardijvloot tot de vorming van de bemanning, via de onderschrijving van maritieme verzekeringen.

Overeenkomstig het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee (UNCLOS) van 1982 wordt de immuniteit herbevestigd in paragraaf 2 voor oorlogsschepen en schepen die door de Staat worden uitgebaat of waarvan hij eigenaar is en die enkel gebruikt worden voor niet commerciële doeleinden (bv : politie, douane, hospitalen), alsook voor de vracht van deze schepen. Voor een vracht die enkel bestemd is voor niet commerciële doeleinden kan de immuniteit ook ingeroepen worden, ongeacht de aard van het schip waarop deze zich bevindt.

Wanneer het niet commercieel of overheidskarakter van een schip in vraag wordt gesteld, kan de aard van het schip worden bevestigd door een diplomatieke vertegenwoordiger of een bevoegde overheid van de betrokken Staat. Deze bevestiging heeft echter geen onweerlegbare bewijskracht.

Artikel 17 : Gevolgen van een arbitrageovereenkomst

Artikel 17 betreft de afwezigheid van immuniteit ten overstaan van het toezicht van een rechtbank van een andere Staat, wanneer deze bevoegd is om zich uit te spreken over de vragen betreffende de arbitrageovereenkomst. Hier wordt beoogd de bevoegdheid die een rechtbank van de forumstaat kan hebben om een toezicht uit te oefenen.

Artikel 17 wordt toegepast wanneer een schriftelijke overeenkomst bestaat tussen een Staat en een vreemde natuurlijke of rechtspersoon om een geschil betreffende een commerciële transactie te onderwerpen aan arbitrage.

Het begrip « commerciële transactie » dient geïnterpreteerd te worden als ook van toepassing op van investeringen voor zover deze volgen uit een overeenkomst met de Staat of beschouwd kunnen worden als een transactie.

De onderwerping aan arbitrage die in dit artikel wordt voorzien is de uiting van een instemming met al de gevolgen van de aanvaarding om geschillen te regelen via het type arbitrage dat in de overeenkomst wordt omschreven. De instemming met arbitrage houdt op zich geen afstand van immuniteit van rechtsmacht in ten opzichte van de rechtbank die voor het overige ten gronde bevoegd zou zijn om zich over het geschil uit te spreken.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

DEEL IV : Immunitéit van Staten van dwangmaatregelen in verband met gedingen voor de rechter

Het vierde deel van het Verdrag handelt over de immunitéit van de Staat in geval van gedingen voor een rechtbank van een andere Staat ten overstaan van dwangmaatregelen tegen goederen die hij bezit in deze forumstaat.

Onder dwangmaatregelen moeten o.a. beslagmaatregelen van ons gerechtelijk wetboek worden verstaan, zoals bewarend beslag, derdenbeslag en uitvoerend beslag.

Het Verdrag voert het beginsel in van Staatsimmunitéit ten overstaan van dwangmaatregelen die een rechterlijke uitspraak voorafgaan (art.18) of navolgen (art.19). Deze bepalingen beogen evenzeer arbitrale uitspraken, onder sekwestering stellen en alle voorlopige maatregelen, tussenvonnissen en andere bewarende maatregelen, die soms enkel tot doel hebben de tegoeden in het bezit van de verweerder te bevriezen. De maatregelen opgesomd in de artikelen 18 en 19 van het Verdrag zijn enkel ter illustratie en zijn niet limitatief.

De Commissie van Internationaal Recht benadrukt dat dit vierde deel, gewijd aan de Staatsimmunitéit ten overstaan van dwangmaatregelen, bijzonder belangrijk is gelet op de toenemende neiging bij private pleiters, daarin begrepen transnationale ondernemingen, om vorderingen tegelde te maken middels gedingen voor de rechtbanken van ontwikkelde industrielanden door beslaglegging te vragen van goederen in het bezit van ontwikkelingslanden, of waarvan zij eigenaar of gebruiker zijn, zoals ambassade-rekeningen. België ontsnapt niet aan deze tendens.

Artikel 18 : Immunitéit van Staten van conservatoire maatregelen

Het Verdrag van de Verenigde Naties maakt een onderscheid tussen dwangmaatregelen die een vonnis voorafgaan of er het gevolg van zijn. Wat betreft de eerstgenoemde, voorwerp van artikel 18, is een uitzondering slechts mogelijk indien de Staat zijn uitdrukkelijke instemming heeft betuigd, ofwel via een internationale overeenkomst, ofwel via een schriftelijke overeenkomst of via een arbitrageovereenkomst, ofwel via een verklaring voor een rechtbank of via een schriftelijke mededeling na het ontstaan van een geschil tussen de partijen, of nog indien hij bepaalde eigendommen heeft aangewezen of gereserveerd ter voldoening van de vordering. Er dient erop gewezen te worden dat het nieuwe art.1412quinquies van het gerechtelijk wetboek aan deze bepaling uitvoering geeft in de Belgische rechtsorde.

Artikel 19 : Immunitéit van Staten van executiemaatregelen

Artikel 19 herneemt de bepaling van artikel 18 voor de Staatsimmunitéit ter zake van dwangmaatregelen die volgen op een vonnis en voegt er een

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

uitzondering aan toe. Deze betreft eigendommen die voor andere dan niet commerciële doeleinden werden voorbehouden. Bovendien moeten deze eigendommen zich in dat geval bevinden op het grondgebied van de forumstaat en verband houden met de entiteit waartegen het geding zich richtte. Artikel 19, alinea c, dient samen gelezen te worden met artikel 21 dat een aantal specifieke eigendommen van de toepassing van artikel 19, c uitsluit.

Artikel 21 geeft inderdaad een lijst van Staatseigendommen waartegen per definitie dwangmaatregelen die volgen op een vonnis niet kunnen ondernomen worden overeenkomstig artikel 19, c. Zulke goederen kunnen echter het voorwerp uitmaken van uitvoeringsmaatregelen van een vonnis of arbitrale uitspraak indien en voor zover de Staat uitdrukkelijk heeft ingestemd met de toepassing van deze maatregelen zoals bepaald in alinea a van artikel 19, of eigendommen heeft aangewezen of gereserveerd zoals bepaald in alinea b van hetzelfde artikel.

Ook hier dient opgemerkt te worden dat art. 1412quinquies van het gerechtelijk wetboek uitwerking geeft aan deze bepalingen in de Belgische rechtsorde. Deze bepaling schrijft inderdaad het beginsel voor van de afwezigheid van dwang op goederen van Staten zoals opgelegd door de artikelen 18 en 19 van het Verdrag van de Verenigde Naties. Wat betreft artikel 19 vereist de uitzondering van alinea c dat is « vastgesteld » dat de eigendommen in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor het gebruik voor andere dan niet commerciële doeleinden. Het Belgisch gerechtelijk wetboek belichaamt dit beginsel door de tussenkomst van een onafhankelijke Belgische beslagrechter op te leggen, die daadwerkelijk de reële bestemming van de eigendommen zal kunnen "vaststellen". Er dient eraan herinnerd te worden dat de nieuwe Belgische wetsbepaling deze regel uitbreidt naar internationale organisaties waarvan de conventionele immuniteit (te weten waarvan de draagwijdte bepaald wordt door een multilateraal verdrag of een zetelakkoord) eveneens de tussenkomst van een beslagrechter rechtvaardigt, dewelke zich voorafgaandelijk aan het beslag zal uitspreken.

Artikel 20 : Gevolgen van de instemming met rechtsmacht ter zake van dwangmaatregelen

Het Verdrag van de Verenigde Naties bepaalt eveneens dat een instemming met een uitzondering op de immuniteit van rechtsmacht van de Staat geen afstand van de immuniteit van uitvoering met zich meebrengt. Deze twee onderscheiden toepassingsgebieden van de Staatsimmuniteit dienen ook afzonderlijk behandeld te worden.

Artikel 21 : Specifieke categorieën van eigendommen

Artikel 21 beoogt de bescherming van bepaalde categorieën van eigendommen, door ze uit te sluiten van elk vermoeden van instemming met

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

dwangmaatregelen, en geeft een niet beperkende lijst van goederen die aangewend worden voor niet commerciële doeleinden en dienvolgens ontsnappen aan uitvoeringsmaatregelen. Deze bescherming wordt door de Commissie van Internationaal Recht beschouwd als nodig en nuttig "gelet op de neiging van sommige gerechten om op buitenlandse tegoeden beslag te leggen en ze te bevriezen, inzonderheid bankrekeningen". Elke categorie dient beschouwd te worden als zijnde gebruikt of bestemd om gebruikt te worden voor overheidsdoeleinden waarvan elke commerciële aanwending wordt uitgesloten.

De eigendommen aangehaald onder alinea a zijn goederen gebruikt of bestemd om gebruikt te worden met als « doel » de diplomatieke functies van de Staat. Men beschouwt doorgaans dat "gemengde rekeningen" geopend op naam van een diplomatieke zending die bij gelegenheid gebruikt worden voor de betaling van goederen en diensten die onder de lopende uitgaven van een zending vallen, algemeen een niet commercieel karakter hebben.

Het begrip « militair » onder alinea b is van toepassing op de zeemacht, de luchtmacht en de landmacht.

Alinea c beschermt goederen van centrale banken of van andere monetaire overheden van een vreemde Staat.

Alinea d beschermt goederen omschreven als deel uitmakende van het cultureel erfgoed van de Staat of van zijn archieven die niet te koop worden aangeboden noch bestemd zijn om te koop te worden aangeboden.

Alinea e breidt deze uitzondering uit op eigendommen die deel uitmaken van een tentoonstelling van voorwerpen van cultureel, wetenschappelijk of historisch belang die de Staat toebehoren.

Deze bepalingen werden reeds in het verleden in de Belgische wetgeving ingelast middels art.1412ter en volgende van het gerechtelijk wetboek.

DEEL V : Overige bepalingen

Artikel 22 : Betekening van procesinleidende stukken

Derde paragraaf

Deze procesinleidende stukken dienen zo nodig vergezeld te zijn van een vertaling in één van de officiële talen van de betrokken Staat. Tijdens de voorbereidende werken over deze paragraaf werd de vertaling in één van de officiële talen van de Verenigde Naties niet weerhouden. De vertaling in een lokale taal wordt in veel landen vereist.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Artikel 23 : Uitspraak bij verstek

Eerste paragraaf

Een rechtbank van de forumstaat kan geen vonnis bij verstek uitspreken zonder zich ervan te vergewissen dat drie cumulatieve voorwaarden vervuld zijn. De rechter dient in de eerste plaats ambtshalve erop toe te zien dat de regeling van artikel 22 inzake betekening of officiële kennisgeving van de processtukken nageleefd werd. Vervolgens dienen minstens vier maanden te zijn verlopen tussen de ontvangst van de betekening of van een ander geding inleidend stuk en het vonnis bij verstek. De rechter kan deze periode vrij verlengen in zoverre de wetgeving van de forumstaat het hem toelaat. Tenslotte dient de rechter ook na te zien of de Staat verweerder zijn immuniteit niet kan invoeren. Er dient erop gewezen te worden dat eenmaal dit verdrag in werking zal treden al de betekeningen van gerechtelijke akten via diplomatieke weg rekening zouden moeten houden met deze termijn van 4 maanden voorafgaandelijk aan een veroordeling bij verstek. Het zal aan de gerechtelijke macht en aan de uitvoerders van de rechtsbedeling toebehoren om deze verdragsrechtelijke verplichting na te leven bij de vastlegging van een datum voor de inleidingszitting, teneinde te vermijden dat deze aanleiding zou geven tot een veroordeling bij verstek voor dat deze termijn verstrijkt. Thans gebeuren betekeningen vaak op kortere termijn van de inleidingszitting. Reeds nu weigeren sommige landen betekeningen op te korte termijn.

Tweede paragraaf

Een kopie van het verstekvonnis dient zo nodig meegedeeld te worden in één van de officiële talen van de Staat.

Derde paragraaf

De Staat verweerder dient in staat te zijn beroep aan te tekenen tegen een verstekvonnis. De termijn voor dit verhaal dient tenminste vier maanden te bedragen, te rekenen vanaf ontvangst van een kopie van het vonnis. Dit impliceert naar Belgisch recht dat wanneer het Verdrag van de Verenigde Naties in werking zal treden, en ingevolge de hogere waarde van internationale rechtsnormen in ons intern recht, de verhaaltermijn tegen een verstekvonnis ten overstaan van een vreemde Staat minstens vier maanden zal bedragen, ongeacht de kortere termijnen die door ons intern recht worden opgelegd. Ook hier zal het aan de gerechtelijke macht toebehoren om deze verdragsrechtelijke verplichting na te leven.

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

Article 24 : Voorrechten en immuniteiten gedurende het geding

Eerste paragraaf

Staten kunnen zich verplicht zien om redenen van nationale veiligheid of omwille van hun intern recht bepaalde documenten niet voor te leggen voor de rechtbank van een andere Staat. In dat geval kan geen enkele sanctie verbonden worden aan de weigering of de onthouding. Dat betekent niet dat de forumstaat er geen gevolgen aan kan verbinden betreffende de grond van de zaak, teneinde de rechten van de verzoekende partij te eerbiedigen. Deze gevolgen kunnen echter niet de vorm nemen van een boete of een straf.

Tweede paragraaf

De rechtsplegingsvergoedingen zijn normaliter van toepassing op zowel eisende als verwerende partij. De eis tot het leveren van een zekerheidstelling is echter enkel van toepassing op de eisende partij en kan nooit van een Staat verweerder worden opgeëist.

DEEL VI Slotbepalingen

De slotbepalingen werden geheel op het einde van de werken over het Verdrag ingeleid en waren niet het voorwerp van uitgebreide besprekingen.

De Minister van Buitenlandse Zaken,



Didier REYNDERS

EXEMPLAAR VOOR DE RAAD VAN STATE

De Minister van Justitie,

Koen GEENS

Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens

Les États Parties à la présente Convention,

Considérant que les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens procèdent d'un principe généralement accepté du droit international coutumier,

Ayant à l'esprit les principes du droit international consacrés dans la Charte des Nations Unies,

Convaincus qu'une convention internationale sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens renforcerait la prééminence du droit et la sécurité juridique, en particulier dans les rapports entre les États et les personnes physiques et morales, et contribuerait à la codification et au développement du droit international et à l'harmonisation des pratiques dans ce domaine,

Tenant compte de l'évolution de la pratique des États en ce qui concerne les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens,

Affirmant que les règles du droit international coutumier continuent de régir les questions qui n'ont pas été réglées dans les dispositions de la présente Convention,

Sont convenus de ce qui suit :

Première partie Introduction

Article premier Portée de la présente Convention

La présente Convention s'applique à l'immunité de juridiction d'un État et de ses biens devant les tribunaux d'un autre État.

Article 2 Emploi des termes

1. Aux fins de la présente Convention :
 - a) Le terme « tribunal » s'entend de tout organe d'un État, quelle que soit sa dénomination, habilité à exercer des fonctions judiciaires;
 - b) Le terme « État » désigne :
 - i) L'État et ses divers organes de gouvernement;

ii) Les composantes d'un État fédéral ou les subdivisions politiques de l'État, qui sont habilitées à accomplir des actes dans l'exercice de l'autorité souveraine et agissent à ce titre;

iii) Les établissements ou organismes d'État ou autres entités, dès lors qu'ils sont habilités à accomplir et accomplissent effectivement des actes dans l'exercice de l'autorité souveraine de l'État;

iv) Les représentants de l'État agissant à ce titre;

c) L'expression « transaction commerciale » désigne :

i) Tout contrat ou transaction de caractère commercial pour la vente de biens ou la prestation de services;

ii) Tout contrat de prêt ou autre transaction de nature financière, y compris toute obligation de garantie ou d'indemnisation en rapport avec un tel prêt ou une telle transaction;

iii) Tout autre contrat ou transaction de nature commerciale, industrielle ou portant sur la fourniture de biens ou de services, à l'exclusion d'un contrat de travail.

2. Pour déterminer si un contrat ou une transaction est une « transaction commerciale » au sens de l'alinéa c) du paragraphe 1, il convient de tenir compte en premier lieu de la nature du contrat ou de la transaction, mais il faudrait aussi prendre en considération son but si les parties au contrat ou à la transaction en sont ainsi convenues, ou si, dans la pratique de l'État du for, ce but est pertinent pour déterminer la nature non commerciale du contrat ou de la transaction.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 concernant l'emploi des termes dans la présente Convention n'affectent pas l'emploi de ces termes ni le sens qui peut leur être donné dans d'autres instruments internationaux ou dans le droit interne d'un État.

Article 3

Privilèges et immunités non affectés par la présente Convention

1. La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités dont jouit un État en vertu du droit international en ce qui concerne l'exercice des fonctions :

a) De ses missions diplomatiques, de ses postes consulaires, de ses missions spéciales, de ses missions auprès des organisations internationales, ou de ses délégations dans les organes des organisations internationales ou aux conférences internationales; et

b) Des personnes qui y sont attachées.

2. La présente Convention n'affecte pas non plus les privilèges et immunités que le droit international reconnaît *ratione personae* aux chefs d'État.

3. La présente Convention n'affecte pas les privilèges et immunités que le droit international reconnaît à un État concernant des aéronefs ou des objets spatiaux lui appartenant ou exploités par lui.

Article 4

Non-rétroactivité de la présente Convention

Sans préjudice de l'application de toutes règles énoncées dans la présente Convention auxquelles les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens sont soumises en vertu du droit international indépendamment de la présente Convention, cette dernière ne s'applique à aucune question relative aux immunités juridictionnelles des États ou de leurs biens soulevée dans une procédure intentée contre un État devant un tribunal d'un autre État avant l'entrée en vigueur de la présente Convention entre les États concernés.

Deuxième partie

Principes généraux

Article 5

Immunité des États

Un État jouit, pour lui-même et pour ses biens, de l'immunité de juridiction devant les tribunaux d'un autre État, sous réserve des dispositions de la présente Convention.

Article 6

Modalités pour donner effet à l'immunité des États

1. Un État donne effet à l'immunité des États prévue par l'article 5 en s'abstenant d'exercer sa juridiction dans une procédure devant ses tribunaux contre un autre État et, à cette fin, veille à ce que ses tribunaux établissent d'office que l'immunité de cet autre État prévue par l'article 5 est respectée.
2. Une procédure devant un tribunal d'un État est considérée comme étant intentée contre un autre État lorsque celui-ci :

- a) Est cité comme partie à la procédure; ou
- b) N'est pas cité comme partie à la procédure, mais que cette procédure vise en fait à porter atteinte aux biens, droits, intérêts ou activités de cet autre État.

Article 7

Consentement exprès à l'exercice de la juridiction

1. Un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction dans une procédure devant un tribunal d'un autre État à l'égard d'une matière ou d'une affaire s'il

a consenti expressément à l'exercice de la juridiction de ce tribunal à l'égard de cette matière ou de cette affaire :

- a) Par accord international;
- b) Dans un contrat écrit; ou
- c) Par une déclaration devant le tribunal ou une communication écrite dans une procédure déterminée.

2. L'accord donné par un État pour l'application de la loi d'un autre État n'est pas réputé valoir consentement à l'exercice de la juridiction des tribunaux de cet autre État.

Article 8

Effet de la participation à une procédure devant un tribunal

1. Un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction dans une procédure devant un tribunal d'un autre État :

- a) S'il a intenté lui-même ladite procédure; ou
- b) Si, quant au fond, il est intervenu à ladite procédure ou y a participé de quelque façon que ce soit. Cependant, si l'État prouve au tribunal qu'il n'a pu avoir connaissance de faits sur lesquels une demande d'immunité peut être fondée qu'après avoir participé à la procédure, il peut invoquer l'immunité sur la base de ces faits, à condition de le faire sans retard.

2. Un État n'est pas réputé avoir consenti à l'exercice de la juridiction d'un tribunal d'un autre État s'il intervient dans une procédure ou y participe à seule fin :

- a) D'invoquer l'immunité; ou
- b) De faire valoir un droit ou un intérêt à l'égard d'un bien en cause dans la procédure.

3. La comparution d'un représentant d'un État devant un tribunal d'un autre État comme témoin n'est pas réputée valoir consentement du premier État à l'exercice de la juridiction de ce tribunal.

4. Le défaut de comparution d'un État dans une procédure devant un tribunal d'un autre État ne saurait s'interpréter comme valant consentement du premier État à l'exercice de la juridiction de ce tribunal.

Article 9

Demandes reconventionnelles

1. Un État qui intente une procédure devant un tribunal d'un autre État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant ledit tribunal en ce qui concerne une demande reconventionnelle qui est fondée sur le même rapport de droit ou les mêmes faits que la demande principale.

2. Un État qui intervient pour introduire une demande dans une procédure devant un tribunal d'un autre État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant ledit tribunal en ce qui concerne une demande reconventionnelle qui est fondée sur le même rapport de droit ou les mêmes faits que la demande introduite par lui.

3. Un État qui introduit une demande reconventionnelle dans une procédure intentée contre lui devant un tribunal d'un autre État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant ledit tribunal en ce qui concerne la demande principale.

Troisième partie

Procédures dans lesquelles les États ne peuvent pas invoquer l'immunité

Article 10

Transactions commerciales

1. Si un État effectue, avec une personne physique ou morale étrangère, une transaction commerciale et si, en vertu des règles applicables de droit international privé, les contestations relatives à cette transaction commerciale relèvent de la juridiction d'un tribunal d'un autre État, l'État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant ce tribunal dans une procédure découlant de ladite transaction.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas :

a) Dans le cas d'une transaction commerciale entre États; ou

b) Si les parties à la transaction commerciale en sont expressément convenues autrement.

3. Lorsqu'une entreprise d'État ou une autre entité créée par l'État qui est dotée d'une personnalité juridique distincte et a la capacité :

a) D'ester et d'être attrait en justice; et

b) D'acquérir, de posséder ou de détenir et de céder des biens, y compris des biens que l'État l'a autorisée à exploiter ou à gérer,

est impliquée dans une procédure se rapportant à une transaction commerciale dans laquelle elle est engagée, l'immunité de juridiction dont jouit l'État concerné n'est pas affectée.

Article 11

Contrats de travail

1. À moins que les États concernés n'en conviennent autrement, un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État,

compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant à un contrat de travail entre l'État et une personne physique pour un travail accompli ou devant être accompli, en totalité ou en partie, sur le territoire de cet autre État.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas :

a) Si l'employé a été engagé pour s'acquitter de fonctions particulières dans l'exercice de la puissance publique;

b) Si l'employé est :

i) Agent diplomatique, tel que défini dans la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961;

ii) Fonctionnaire consulaire, tel que défini dans la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963;

iii) Membre du personnel diplomatique d'une mission permanente auprès d'une organisation internationale, ou d'une mission spéciale, ou s'il est engagé pour représenter un État lors d'une conférence internationale; ou

iv) S'il s'agit de toute autre personne jouissant de l'immunité diplomatique;

c) Si l'action a pour objet l'engagement, le renouvellement de l'engagement ou la réintégration d'un candidat;

d) Si l'action a pour objet le licenciement ou la résiliation du contrat d'un employé et si, de l'avis du chef de l'État, du chef du gouvernement ou du Ministre des affaires étrangères de l'État employeur, cette action risque d'interférer avec les intérêts de l'État en matière de sécurité;

e) Si l'employé est ressortissant de l'État employeur au moment où l'action est engagée, à moins qu'il n'ait sa résidence permanente dans l'État du for; ou

f) Si l'employé et l'État employeur en sont convenus autrement par écrit, sous réserve de considérations d'ordre public conférant aux tribunaux de l'État du for juridiction exclusive en raison de l'objet de l'action.

Article 12

Atteintes à l'intégrité physique d'une personne ou dommages aux biens

À moins que les États concernés n'en conviennent autrement, un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant à une action en réparation pécuniaire en cas de décès ou d'atteinte à l'intégrité physique d'une personne, ou en cas de dommage ou de perte d'un bien corporel, dus à un acte ou à une omission prétendument attribuables à l'État, si cet acte ou cette omission se sont produits, en totalité ou en partie, sur le territoire de cet autre

État et si l'auteur de l'acte ou de l'omission était présent sur ce territoire au moment de l'acte ou de l'omission.

Article 13

Propriété, possession et usage de biens

À moins que les États concernés n'en conviennent autrement, un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant à la détermination :

a) D'un droit ou intérêt de l'État sur un bien immobilier situé sur le territoire de l'État du for, de la possession du bien immobilier par l'État ou de l'usage qu'il en fait, ou d'une obligation de l'État en raison de son intérêt juridique au regard de ce bien immobilier, de sa possession ou de son usage;

b) D'un droit ou intérêt de l'État sur un bien mobilier ou immobilier né d'une succession, d'une donation ou d'une vacance; ou

c) D'un droit ou intérêt de l'État dans l'administration de biens tels que biens en trust, biens faisant partie du patrimoine d'un failli ou biens d'une société en cas de dissolution.

Article 14

Propriété intellectuelle et industrielle

À moins que les États concernés n'en conviennent autrement, un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant à :

a) La détermination d'un droit de l'État sur un brevet, un dessin ou modèle industriel, un nom commercial ou une raison sociale, une marque de fabrique ou de commerce ou un droit d'auteur ou toute autre forme de propriété intellectuelle ou industrielle, qui bénéficie d'une mesure de protection juridique, même provisoire, dans l'État du for; ou

b) Une allégation de non-respect par l'État, sur le territoire de l'État du for, d'un droit du type visé à l'alinéa a) appartenant à un tiers et protégé par l'État du for.

Article 15

Participation à des sociétés ou autres groupements

1. Un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant à sa participation dans une société ou un groupement ayant ou non la personnalité juridique et concernant les rapports entre l'État et la société ou le groupement ou les autres parties, dès lors que la société ou le groupement :

a) Comprennent des parties autres que des États ou des organisations internationales; et

b) Sont enregistrés ou constitués selon la loi de l'État du for ou ont leur siège ou leur principal lieu d'activité dans cet État.

2. Un État peut toutefois invoquer l'immunité de juridiction dans une telle procédure si les États intéressés en sont ainsi convenus ou si les parties au différend en ont ainsi disposé par accord écrit ou si l'instrument établissant ou régissant la société ou le groupement en question contient des dispositions à cet effet.

Article 16

Navires dont un État est le propriétaire ou l'exploitant

1. À moins que les États concernés n'en conviennent autrement, un État propriétaire ou exploitant d'un navire ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant à l'exploitation de ce navire si, au moment du fait qui a donné lieu à l'action, le navire était utilisé autrement qu'à des fins de service public non commerciales.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique ni aux navires de guerre et navires auxiliaires, ni aux autres navires dont un État est le propriétaire ou l'exploitant et qui sont, pour le moment, utilisés exclusivement, pour un service public non commercial.

3. À moins que les États concernés n'en conviennent autrement, un État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant au transport d'une cargaison à bord d'un navire dont un État est le propriétaire ou l'exploitant si, au moment du fait qui a donné lieu à l'action, le navire était utilisé autrement qu'à des fins de service public non commerciales.

4. Le paragraphe 3 ne s'applique ni à une cargaison transportée à bord des navires visés au paragraphe 2 ni à une cargaison dont un État est propriétaire et qui est utilisée ou destinée à être utilisée exclusivement à des fins de service public non commerciales.

5. Les États peuvent invoquer tous les moyens de défense, de prescription et de limitation de responsabilité dont peuvent se prévaloir les navires et cargaisons privés et leurs propriétaires.

6. Si, dans une procédure, la question du caractère gouvernemental et non commercial d'un navire dont un État est le propriétaire ou l'exploitant ou d'une cargaison dont un État est propriétaire se trouve posée, la production devant le tribunal d'une attestation signée par un représentant diplomatique ou autre autorité compétente de cet État vaudra preuve du caractère de ce navire ou de cette cargaison.

Article 17

Effet d'un accord d'arbitrage

Si un État conclut par écrit un accord avec une personne physique ou morale étrangère afin de soumettre à l'arbitrage des contestations relatives à une transaction commerciale, cet État ne peut invoquer l'immunité de juridiction devant un tribunal d'un autre État, compétent en l'espèce, dans une procédure se rapportant :

a) À la validité, à l'interprétation ou à l'application de l'accord d'arbitrage;

b) À la procédure d'arbitrage; ou

c) À la confirmation ou au rejet de la sentence arbitrale,

à moins que l'accord d'arbitrage n'en dispose autrement.

Quatrième partie

Immunité des États à l'égard des mesures de contrainte en relation avec une procédure devant un tribunal

Article 18

Immunité des États à l'égard des mesures de contraintes antérieures au jugement

Il ne peut être procédé antérieurement au jugement à aucune mesure de contrainte, telle que saisie ou saisie-arrêt, contre les biens d'un État en relation avec une procédure devant un tribunal d'un autre État, excepté si et dans la mesure où :

a) L'État a expressément consenti à l'application de telles mesures dans les termes indiqués :

i) Par un accord international;

ii) Par une convention d'arbitrage ou un contrat écrit; ou

iii) Par une déclaration devant le tribunal ou une communication écrite faite après la survenance d'un différend entre les parties; ou

b) L'État a réservé ou affecté des biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de cette procédure.

Article 19

Immunité des États à l'égard des mesures de contrainte postérieures au jugement

Aucune mesure de contrainte postérieure au jugement, telle que saisie, saisie-arrêt ou saisie-exécution, ne peut être prise contre des biens d'un État en

relation avec une procédure intentée devant un tribunal d'un autre État excepté si et dans la mesure où :

a) L'État a expressément consenti à l'application de telles mesures dans les termes indiqués :

i) Par un accord international;

ii) Par une convention d'arbitrage ou un contrat écrit; ou

iii) Par une déclaration devant le tribunal ou une communication écrite faite après la survenance du différend entre les parties; ou

b) L'État a réservé ou affecté des biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de cette procédure; ou

c) Il a été établi que les biens sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par l'État autrement qu'à des fins de service public non commerciales et sont situés sur le territoire de l'État du for, à condition que les mesures de contrainte postérieures au jugement ne portent que sur des biens qui ont un lien avec l'entité contre laquelle la procédure a été intentée.

Article 20

Effet du consentement à l'exercice de la juridiction sur l'adoption de mesures de contrainte

Dans les cas où le consentement à l'adoption de mesures de contrainte est requis en vertu des articles 18 et 19, le consentement à l'exercice de la juridiction au titre de l'article 7 n'implique pas qu'il y ait consentement à l'adoption de mesures de contrainte.

Article 21

Catégories spécifiques de biens

1. Les catégories de biens d'État ci-après ne sont notamment pas considérées comme des biens spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par l'État autrement qu'à des fins de service public non commerciales au sens des dispositions de l'alinéa c) de l'article 19 :

a) Les biens, y compris les comptes bancaires, utilisés ou destinés à être utilisés dans l'exercice des fonctions de la mission diplomatique de l'État ou de ses postes consulaires, de ses missions spéciales, de ses missions auprès des organisations internationales, ou de ses délégations dans les organes des organisations internationales ou aux conférences internationales;

b) Les biens de caractère militaire ou les biens utilisés ou destinés à être utilisés dans l'exercice de fonctions militaires;

c) Les biens de la banque centrale ou d'une autre autorité monétaire de l'État;

d) Les biens faisant partie du patrimoine culturel de l'État ou de ses archives qui ne sont pas mis ou destinés à être mis en vente;

e) Les biens faisant partie d'une exposition d'objets d'intérêt scientifique, culturel ou historique qui ne sont pas mis ou destinés à être mis en vente.

2. Le paragraphe 1 est sans préjudice de l'article 18 et des alinéas a) et b) de l'article 19.

Cinquième partie

Dispositions diverses

Article 22

Signification ou notification des actes introductifs d'instance

1. La signification ou la notification d'une assignation ou de toute autre pièce instituant une procédure contre un État est effectuée :

a) Conformément à toute convention internationale applicable liant l'État du for et l'État concerné; ou

b) Conformément à tout arrangement particulier en matière de signification ou de notification intervenu entre le demandeur et l'État concerné, si la loi de l'État du for ne s'y oppose pas; ou

c) En l'absence d'une telle convention ou d'un tel arrangement particulier :

i) Par communication adressée par les voies diplomatiques au Ministère des affaires étrangères de l'État concerné; ou

ii) Par tout autre moyen accepté par l'État concerné, si la loi de l'État du for ne s'y oppose pas.

2. La signification ou la notification par le moyen visé au sous-alinéa i) de l'alinéa c) du paragraphe 1 est réputée effectuée par la réception des documents par le Ministère des affaires étrangères.

3. Ces documents sont accompagnés, s'il y a lieu, d'une traduction dans la langue ou l'une des langues officielles de l'État concerné.

4. Tout État qui comparaît quant au fond dans une procédure intentée contre lui ne peut ensuite exciper de la non-conformité de la signification ou de la notification de l'assignation avec les dispositions des paragraphes 1 et 3.

Article 23

Jugement par défaut

1. Un jugement par défaut ne peut être rendu contre un État, à moins que le Tribunal ne s'assure :

a) Que les conditions prévues aux paragraphes 1 et 3 de l'article 22 ont été respectées;

b) Qu'il s'est écoulé un délai de quatre mois au moins à partir de la date à laquelle la signification ou la notification de l'assignation ou autre pièce instituant la procédure a été effectuée ou est réputée avoir été effectuée conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 22; et

c) Que la présente Convention ne lui interdise pas d'exercer sa juridiction.

2. Une copie de tout jugement par défaut rendu contre un État, accompagnée, s'il y a lieu, d'une traduction dans la langue ou l'une des langues officielles de l'État concerné, est communiquée à celui-ci par l'un des moyens spécifiés au paragraphe 1 de l'article 22 et conformément aux dispositions dudit paragraphe.

3. Le délai pour former un recours contre un jugement par défaut ne pourra être inférieur à quatre mois et commencera à courir à la date à laquelle la copie du jugement a été reçue ou est réputée avoir été reçue par l'État concerné.

Article 24

Privilèges et immunités en cours de procédure devant un tribunal

1. Toute omission ou tout refus par un État de se conformer à une décision du tribunal d'un autre État lui enjoignant d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte déterminé ou de produire une pièce ou divulguer toute autre information aux fins d'une procédure n'entraîne pas de conséquences autres que celles qui peuvent résulter, quant au fond de l'affaire, de ce comportement. En particulier, aucune amende ou autre peine ne sera imposée à l'État en raison d'une telle omission ou d'un tel refus.

2. Un État n'est pas tenu de fournir un cautionnement ni de constituer un dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, en garantie du paiement des frais et dépens d'une procédure à laquelle il est partie défenderesse devant un tribunal d'un autre État.

Sixième partie

Clauses finales

Article 25

Annexe

L'annexe à la présente Convention fait partie intégrante de celle-ci.

Article 26

Autres accords internationaux

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux droits et obligations que pourraient avoir les États Parties en vertu d'accords internationaux en vigueur auxquels ils seraient parties, traitant de questions faisant l'objet de la Convention.

Article 27

Règlement des différends

1. Les États Parties s'efforcent de régler les différends concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention par voie de négociation.
2. Tout différend entre deux États Parties ou plus concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociation dans un délai de six mois est, à la demande de l'un quelconque de ces États Parties, soumis à l'arbitrage. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'arbitrage, les États Parties ne peuvent s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'un quelconque d'entre eux peut porter le différend devant la Cour internationale de Justice en lui adressant une requête conformément au Statut de la Cour.
3. Chaque État Partie peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, déclarer qu'il ne se considère pas lié par le paragraphe 2. Les autres États Parties ne sont pas liés par le paragraphe 2 envers tout État Partie ayant fait une telle déclaration.
4. Tout État Partie qui a fait une déclaration en vertu du paragraphe 3 peut la retirer à tout moment en adressant une notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 28
Signature

La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États jusqu'au 17 janvier 2007 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

Article 29
Ratification, acceptation, approbation ou adhésion

1. La présente Convention sera soumise à ratification, acceptation ou approbation.
2. La présente Convention restera ouverte à l'adhésion de tout État.
3. Les instruments de ratification, acceptation, approbation ou adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 30
Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. Pour chaque État qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou adhérera à celle-ci après le dépôt du trentième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, elle entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt de l'instrument pertinent par ledit État.

Article 31
Dénonciation

1. Tout État Partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, la présente Convention continuera à s'appliquer à toute question relative aux immunités juridictionnelles des États ou de leurs biens soulevée dans une procédure intentée contre un État devant un tribunal d'un autre État avant la date à laquelle la dénonciation prend effet à l'égard de l'un quelconque des États concernés.

3. La dénonciation n'affecte en rien le devoir qu'a tout État Partie de remplir toute obligation énoncée dans la présente Convention à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment de celle-ci.

Article 32

Dépositaire et notifications

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la présente Convention.

2. En sa qualité de dépositaire de la présente Convention, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les États :

a) Toute signature de la présente Convention et tout dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou d'une notification de dénonciation, conformément aux articles 29 et 31;

b) La date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément à l'article 30;

c) Tous autres actes et toutes autres notifications ou communications en rapport avec la présente Convention.

Article 33

Textes authentiques

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de la présente Convention font également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention ouverte à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York le 17 janvier 2005.

Annexe à la Convention

Points convenus en ce qui concerne la compréhension de certaines dispositions de la Convention

La présente annexe a pour but d'énoncer les points convenus en ce qui concerne la compréhension des dispositions dont il est question.

Article 10

Le terme « immunité » employé à l'article 10 doit être entendu dans le contexte de l'ensemble de la présente Convention.

Le paragraphe 3 de l'article 10 ne préjuge ni la question de la « levée du voile dissimulant l'entité », ni les questions liées à une situation dans laquelle une entité d'État a délibérément déguisé sa situation financière ou réduit après coup ses actifs pour éviter de satisfaire à une demande, ni d'autres questions connexes.

Article 11

La référence aux « intérêts en matière de sécurité » de l'État employeur, à l'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 11, vise essentiellement à traiter les questions relatives à la sécurité nationale et à la sécurité des missions diplomatiques et des postes consulaires.

Aux termes de l'article 41 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et de l'article 55 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963, toutes les personnes visées dans ces articles ont le devoir de respecter les lois et règlements du pays hôte, y compris la législation du travail. Parallèlement, aux termes de l'article 38 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et de l'article 71 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963, l'État d'accueil doit exercer sa juridiction sur ces personnes de façon à ne pas entraver d'une manière excessive l'accomplissement des fonctions de la mission ou du poste consulaire.

Articles 13 et 14

Le terme « détermination » tel qu'il est employé dans ces articles s'entend non seulement de l'établissement ou de la vérification de l'existence des droits protégés, mais aussi de l'évaluation ou de l'appréciation de ces droits quant au fond, y compris leur contenu, leur portée et leur étendue.

Article 17

L'expression « transaction commerciale » recouvre les questions d'investissement.

Article 19

Le terme « entité » utilisé à l'alinéa c) s'entend de l'État en tant que personnalité juridique indépendante, d'une unité constitutive d'un État fédéral, d'une subdivision d'un État, d'un organisme ou d'une institution étatique ou de toute autre entité, dotée d'une personnalité juridique indépendante.

L'expression « les biens qui ont un lien avec l'entité » utilisée à l'alinéa c) s'entend dans un sens plus large que la propriété ou la possession.

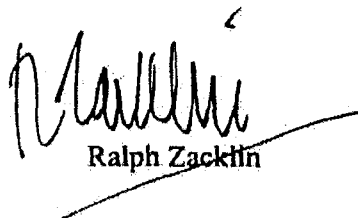
L'article 19 ne préjuge ni la question de la « levée du voile dissimulant l'entité », ni les questions liées à une situation dans laquelle une entité d'État a délibérément déguisé sa situation financière ou réduit après coup ses actifs pour éviter de satisfaire à une demande, ni d'autres questions connexes.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the United Nations Convention on Jurisdictional Immunities of States and Their Property, adopted by the General Assembly of the United Nations on 2 December 2004, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de la Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 décembre 2004, et dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

For the Secretary-General,
The Assistant Secretary-General
in charge
of the Office of Legal Affairs

Pour le Secrétaire général,
Le Sous-Secrétaire général
chargé
du Bureau des affaires juridiques



Ralph Zacklin

United Nations, New York
23 December 2004

Organisation des Nations Unies
New York, le 23 décembre 2004

Verdraging

Verdrag van de Verenigde Naties inzake de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen

De staten die partij zijn bij dit Verdrag,

Overwegend dat de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen algemeen aanvaard wordt als een beginsel van internationaal gewoonterecht,

Indachtig de beginselen van het internationale recht vervat in het Handvest van de Verenigde Naties,

Ervan overtuigd dat een internationaal verdrag inzake de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen bevorderlijk zou zijn voor de rechtsstaat en rechtszekerheid, in het bijzonder wat betreft de betrekkingen tussen staten en natuurlijke personen of rechtspersonen en zou bijdragen aan de codificatie en ontwikkeling van het internationale recht en de harmonisering van de praktijk op dit gebied,

Gelet op ontwikkelingen in de statenpraktijk wat betreft de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen,

Bevestigend dat de regels van het internationaal gewoonterecht van toepassing blijven op aangelegenheden die niet geregeld worden door de bepalingen van dit Verdrag,

Zijn het volgende overeengekomen:

DEEL I. INLEIDING

Artikel 1. Reikwijdte van dit Verdrag

Dit Verdrag is van toepassing op de immuniteit van staten en hun eigendommen van de rechtsmacht van de rechters van een andere staat.

Artikel 2. Begripsomschrijvingen

1. Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder:

- a. "rechter" elke instantie van een staat, ongeacht haar benaming, die bevoegd is tot het verrichten van rechterlijke taken;
- b. "staat"
 - i. de staat en zijn verschillende regeringsinstanties;
 - ii. de onderdelen van een federale staat of de staatkundige onderdelen van de staat die bevoegd zijn tot het verrichten van handelingen ten behoeve van de uitoefening van soevereine bevoegdheden en in die hoedanigheid optreden;
 - iii. agentschappen of instanties van de staat of andere entiteiten, voor zover zij bevoegd zijn tot optreden ten behoeve van de uitoefening van soevereine bevoegdheden van de staat en daadwerkelijk optreden;
 - iv. vertegenwoordigers van de staat die in die hoedanigheid optreden;
- c. "commerciële transactie"
 - i. elke commerciële overeenkomst of transactie voor de verkoop van goederen of levering van diensten;
 - ii. elke overeenkomst ter zake van een lening of een andere transactie van financiële aard, met inbegrip van elke verplichting tot garantstelling of vrijwaring ter zake van een dergelijke lening of transactie;
 - iii. elke andere overeenkomst of transactie van commerciële, industriële, zakelijke of professionele aard, met uitzondering van arbeidsovereenkomsten van personen.

2. Om te bepalen of een overeenkomst of transactie een "commerciële transactie" is in de zin van het eerste lid, onderdeel c, dient primair de aard van de overeenkomst of de transactie in aanmerking te worden genomen, maar ook het doel dient in aanmerking te worden genomen indien de partijen bij

de overeenkomst of transactie dat zijn overeengekomen of indien dat doel in de praktijk van de staat van het forum relevant is om het niet-commerciële karakter van de overeenkomst of transactie vast te stellen.

3. De bepalingen van het eerste en tweede lid betreffende het gebruik van begrippen in dit Verdrag laten het gebruik van die termen of de betekenis die daaraan kan zijn gegeven in andere internationale instrumenten of in het nationale recht van een staat onverlet.

Artikel 3. Voorrechten en immuniteiten die onaangetast worden gelaten door dit Verdrag

1. Dit Verdrag laat onverlet de voorrechten en immuniteiten die een staat uit hoofde van het internationale recht geniet ten aanzien van het verrichten van de werkzaamheden van:
 - a. zijn diplomatieke vertegenwoordigingen, consulaire posten, bijzondere missies, vertegenwoordigingen bij internationale organisaties of delegaties bij organen van internationale organisaties of internationale conferenties; en
 - b. de personen die daaraan verbonden zijn.
2. Dit Verdrag laat onverlet de voorrechten en immuniteiten die *ratione personae* aan staatshoofden worden verleend uit hoofde van het internationale recht.
3. Dit Verdrag laat onverlet de immuniteiten die een staat geniet uit hoofde van het internationale recht ter zake van luchtvaartuigen of ruimtevaartobjecten die het eigendom zijn van of worden geëxploiteerd door een staat.

Artikel 4. Geen terugwerkende kracht

Onverminderd de toepassing van de in dit Verdrag vervatte regels die uit hoofde van het internationale recht los van dit Verdrag van toepassing zijn op de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen, is dit Verdrag niet van toepassing op kwesties inzake immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen die aan de orde zijn in een geding tegen een staat voor een rechter van een andere staat, dat is ingesteld voordat dit Verdrag voor de betrokken staten in werking is getreden.

DEEL II. ALGEMENE BEGINSELEN

Artikel 5. Staatsimmuniteit

Een staat geniet ten aanzien van zichzelf en van zijn eigendommen immuniteit van de rechtsmacht van de rechters van een andere staat behoudens het bepaalde in dit Verdrag.

Artikel 6. Modaliteiten om gevolg te geven aan de immuniteit van staten

1. Een staat geeft uitvoering aan de staatsimmuniteit in de zin van artikel 5 door zich te onthouden van het uitoefenen van rechtsmacht in een geding tegen een andere staat voor zijn gerechten en verzekert daartoe dat zijn gerechten eigener beweging vaststellen dat de immuniteit van die andere staat uit hoofde van artikel 5 geëerbiedigd wordt.
2. Een geding voor een gerecht van een staat wordt geacht te zijn ingesteld tegen een andere staat indien die andere staat:
 - a. wordt genoemd als partij in dat geding; of
 - b. niet wordt genoemd als partij in het geding maar dat geding wel de eigendommen, rechten, belangen of activiteiten van die andere staat beoogt te raken.

Artikel 7. Uitdrukkelijke instemming met uitoefening van rechtsmacht

1. Een staat kan geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht in een geding voor een rechter van een andere staat ter zake van een aangelegenheid of zaak indien hij uitdrukkelijk heeft ingestemd met de uitoefening van rechtsmacht door de rechter ter zake van de aangelegenheid of zaak:

- a. in een internationaal verdrag;
 - b. in een schriftelijke overeenkomst; of
 - c. in een verklaring voor de rechter of een schriftelijke mededeling in een specifiek geding.
2. Overeenstemming met een staat ter zake van de toepassing van het recht van een andere staat wordt niet uitgelegd als instemming met de uitoefening van rechtsmacht door de gerechten van die andere staat.

Artikel 8. Gevolgen van deelname in een geding voor een rechter

1. Een staat kan in een geding voor de rechter van een andere staat geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht indien:
 - a. hij het geding zelf heeft ingesteld; of
 - b. hij is opgekomen in het geding of enige andere maatregel heeft getroffen ten aanzien van de inhoud ervan. Indien de staat ten genoegen van de rechter aantoonbaar dat hij slechts naderhand kennis heeft kunnen nemen van de feiten waarop hij zijn immuniteit had kunnen gronden, kan hij een beroep doen op immuniteit op grond van die feiten, mits hij zulks doet zodra dit mogelijk is.
2. Een staat wordt niet geacht te hebben ingestemd met de uitoefening van rechtsmacht door de rechter van een andere staat indien hij zich voegt in een geding of andere maatregelen treft uitsluitend ten behoeve van:
 - a. een beroep op immuniteit; of
 - b. een beroep op een recht op of belang in de eigendommen die het voorwerp zijn van het geding.
3. De verschijning van een vertegenwoordiger van een staat als getuige voor de rechter van een andere staat wordt niet uitgelegd als instemming door de eerstbedoelde staat met de uitoefening van rechtsmacht door de rechter.
4. Indien een staat verzuimt te verschijnen voor de rechter van een andere staat wordt dat niet uitgelegd als instemming door de eerstbedoelde staat met de uitoefening van de rechtsmacht door de rechter.

Artikel 9. Eisen in reconventie

1. Een staat die een geding instelt bij de rechter van een andere staat kan geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht van de rechter ter zake van een eis in reconventie die voortvloeit uit dezelfde rechtsverhouding of uit de feiten waarop de eis in conventie is gegrond.
2. Een staat die zich met een eis voegt in een geding voor de rechter van een andere staat kan geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht van de rechter ter zake van een eis in reconventie die voortvloeit uit dezelfde rechtsverhouding of uit de feiten waarop de door de staat ingestelde eis is gegrond.
3. Een staat die een eis in reconventie indient in een tegen hem bij de rechter van een andere staat ingesteld geding kan ter zake van de eis in conventie geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht van de rechter.

DEEL III. GEDINGEN WAARIN GEEN BEROEP OP STAATSIMMUNITEIT KAN WORDEN GEDAAN

Artikel 10. Commerciële transacties

1. Indien een staat een commerciële transactie aangaat met een buitenlandse natuurlijke persoon of rechtspersoon en geschillen ter zake van die commerciële transactie krachtens de toepasselijke regels van het internationaal privaatrecht vallen onder de rechtsmacht van de rechter van een andere staat, kan de staat in gedingen die voortvloeien uit die commerciële transactie, geen beroep doen op immuniteit ten aanzien van die rechtsmacht.
2. Het eerste lid is niet van toepassing:

- a. in het geval van een commerciële transactie tussen staten; of
 - b. indien de partijen bij de commerciële transactie uitdrukkelijk anders zijn overeengekomen.
3. Indien een staatsonderneming of een andere door een staat opgerichte entiteit eigen rechtspersoonlijkheid heeft en:
- a. gedingen kan instellen of zelf voor de rechter gedaagd kan worden; en
 - b. eigendommen kan verwerven en vervreemden, in bezit of in eigendom kan hebben, met inbegrip van eigendommen ter zake waarvan de staat die entiteit gemachtigd heeft tot de exploitatie of het beheer ervan,

betrokken is bij een geding dat betrekking heeft op een commerciële transactie waarbij die entiteit partij is, blijft de immuniteit van rechtsmacht die die staat geniet, onverlet.

Artikel 11. Arbeidsovereenkomsten

1. Tenzij anders overeengekomen tussen de betrokken staten, kan een staat geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is ter zake van een geding dat betrekking heeft op een arbeidsovereenkomst tussen de staat en een natuurlijke persoon voor werkzaamheden die geheel of gedeeltelijk zijn verricht of dienen te worden verricht op het grondgebied van die andere staat.
2. Het eerste lid is niet van toepassing indien:
 - a. de werknemer is aangesteld voor het vervullen van bepaalde functies in de uitoefening van bevoegdheden van de overheid;
 - b. de werknemer:
 - i. diplomatiek ambtenaar is zoals omschreven in het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer van 1961;
 - ii. consulaire ambtenaar is zoals omschreven in het Verdrag van Wenen inzake consulaire betrekkingen van 1963;
 - iii. lid is van het diplomatieke personeel van een permanente vertegenwoordiging bij een internationale organisatie of van een speciale missie of is aangewezen als vertegenwoordiger van een staat bij een internationale conferentie; of
 - iv. een andere persoon is die diplomatieke immuniteit geniet;
 - c. het voorwerp van het geding de aanstelling, verlenging van een arbeidsovereenkomst of de hernieuwde aanstelling van een natuurlijke persoon betreft;
 - d. het voorwerp van het geding het ontslag of de beëindiging van de arbeidsovereenkomst van een natuurlijke persoon betreft en, vast te stellen door het staatshoofd, de regeringsleider of minister van Buitenlandse Zaken van de staat die als werkgever optreedt, een dergelijke procedure de veiligheidsbelangen van die staat zou schaden;
 - e. de werknemer onderdaan is van de staat die als werkgever optreedt op het tijdstip waarop het geding wordt ingesteld, tenzij deze permanent ingezetene is van de staat van het forum; of
 - f. de staat die als werkgever optreedt en de werknemer schriftelijk anders zijn overeengekomen, behoudens overwegingen op het gebied van openbare orde uit hoofde waarvan de staat van het forum exclusieve rechtsmacht heeft op grond van het voorwerp van het geding.

Artikel 12. Persoonlijk letsel en schade aan eigendommen

Tenzij anders overeengekomen tussen de betrokken staten, kan een staat geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van de rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is ter zake van een geding dat betrekking heeft op financiële schadevergoeding wegens overlijden of persoonlijk letsel, of schade aan of verlies van materiële eigendommen, veroorzaakt door handelen of nalaten waarvan gesteld wordt dat dat toe te schrijven is aan de staat, indien het handelen of nalaten geheel of gedeeltelijk plaatsvond op het grondgebied van die andere staat en degene die heeft gehandeld of heeft nagelaten te handelen zich op dat grondgebied bevond op het tijdstip van dat handelen of nalaten.

Artikel 13. Eigendom, bezit en gebruik van eigendommen

Tenzij anders overeengekomen tussen de betrokken staten, kan een staat geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is ter zake van een geding dat betrekking heeft op het vaststellen van:

- a. een recht van de staat op of zijn belang in, zijn bezit of gebruik van, of enige verplichting van de staat voortvloeiend uit zijn belang in of zijn bezit of gebruik van onroerende zaken die zich bevinden in de staat van het forum;
- b. een recht van de staat op of zijn belang in roerende of onroerende zaken dat hem is toegefallen uit hoofde van rechtsopvolging of schenking dan wel als behorend tot goederen die de staat onder algemene titel uit hoofde van erfrecht verkrijgt; of
- c. elk recht van de staat op of zijn belang in het beheer van eigendommen, zoals die van trusts of van een failliete boedel of van de eigendommen van een onderneming bij opheffing ervan.

Artikel 14. Intellectuele en industriële eigendom

Tenzij anders overeengekomen tussen de betrokken staten, kan een staat geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is ter zake van een geding dat betrekking heeft op:

- a. het vaststellen van een recht van de staat op een octrooi, een tekening of model van nijverheid, handelsnaam of bedrijfsnaam, handelsmerk, auteursrecht of een andere vorm van intellectuele of industriële eigendom die in de staat van het forum, al dan niet tijdelijk, wettelijk beschermd wordt; of
- b. een inbreuk die door de staat op het grondgebied van de staat van het forum zou zijn gemaakt op een recht van de aard genoemd in onderdeel a, dat toebehoort aan een derde en wordt beschermd in de staat van het forum.

Artikel 15. Deelname in ondernemingen of andere collectieve lichamen

1. Een staat kan geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is ter zake van een geding dat betrekking heeft op zijn deelneming in een onderneming of ander collectief lichaam, met of zonder rechtspersoonlijkheid, zijnde een procedure ter zake van de verhouding tussen de staat en het lichaam of de andere deelnemers daarin, mits het lichaam:
 - a. andere deelnemers heeft dan staten of internationale organisaties; en
 - b. is opgericht of anderszins tot stand gekomen krachtens het recht van de staat van het forum of zijn zetel of zijn hoofdvestiging heeft in die staat.
2. Een staat kan evenwel in een dergelijk geding beroep doen op immuniteit van rechtsmacht indien de betrokken staten dat zijn overeengekomen of indien de partijen bij het geschil dat hebben geregeld in een schriftelijke overeenkomst of indien de akte van oprichting of tot regulering van het lichaam in kwestie bepalingen van die strekking bevat.

Artikel 16. Schepen in het bezit van of geëxploiteerd door een staat

1. Tenzij anders overeengekomen tussen de betrokken staten, kan een staat die een schip bezit of exploiteert geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is ter zake van een geding dat betrekking heeft op de exploitatie van dat schip indien het schip, op het tijdstip waarop de aanleiding voor de vordering ontstond, werd gebruikt voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden.
2. Het eerste lid is niet van toepassing op oorlogsschepen of hulpschepen noch op andere schepen die eigendom zijn van of worden geëxploiteerd door een staat, en tijdelijk alleen voor niet-commerciële overheidsdiensten worden gebruikt.
3. Tenzij anders overeengekomen tussen de betrokken staten, kan een staat geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is ter zake van een geding dat betrekking heeft op vrachtvervoer aan boord van een schip dat in het bezit is van of wordt geëxploiteerd door die staat indien het schip, op het tijdstip

waarop de aanleiding voor de vordering ontstond, werd gebruikt voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden.

4. Het derde lid is niet van toepassing op vracht vervoerd aan boord van schepen bedoeld in het tweede lid, noch op vracht die eigendom is van een staat en uitsluitend wordt gebruikt of beoogd is voor niet-commerciële overheidsdoeleinden.
5. staten kunnen een beroep doen op alle middelen tot verweer, verjaring en beperking van de aansprakelijkheid die beschikbaar zijn voor private schepen, vracht en hun eigenaren.
6. Indien tijdens een geding een vraag rijst met betrekking tot het overheids- en niet-commerciële karakter van een schip in het bezit van of geëxploiteerd door een staat of vracht in het bezit van een staat, fungeert een door een diplomatieke vertegenwoordiger of andere bevoegde autoriteit van die staat ondertekend certificaat dat aan de rechter wordt gezonden als bewijs van het karakter van dat schip of die vracht.

Artikel 17. Gevolgen van een arbitrageovereenkomst

Indien een staat een schriftelijke overeenkomst aangaat met een vreemde natuurlijke persoon of rechtspersoon teneinde geschillen ter zake van een commerciële transactie te onderwerpen aan arbitrage, kan die staat geen beroep doen op immuniteit van rechtsmacht ten overstaan van een rechter van een andere staat die voor het overige bevoegd is in een geding ter zake van:

- a. de geldigheid, uitlegging of toepassing van de arbitrageovereenkomst;
- b. de arbitrageprocedure; of
- c. bevestiging of vernietiging van de uitspraak,

tenzij de arbitrageovereenkomst anders bepaalt.

DEEL IV. IMMUNITEIT VAN STATEN VAN DWANGMAATREGELEN IN VERBAND MET GEDINGEN VOOR DE RECHTER

Artikel 18. Immuniteit van staten van conservatoire maatregelen

Tegen eigendommen van een staat mogen geen conservatoire maatregelen worden getroffen, zoals beslag of zekerheidsstelling in verband met een geding voor een rechter van een andere staat, tenzij en voor zover:

- a. de staat uitdrukkelijk heeft ingestemd met het nemen van maatregelen als vermeld:
 - i. in een internationale overeenkomst;
 - ii. in een arbitrageovereenkomst of in een schriftelijke overeenkomst; of
 - iii. in een verklaring voor de rechter of een schriftelijke mededeling na het ontstaan van een geschil tussen de partijen; of
- b. de staat eigendommen heeft aangewezen of gereserveerd ter voldoening van de vordering die onderwerp is van dat geding.

Artikel 19. Immuniteit van staten van executiemaatregelen

Tegen eigendommen van een staat mogen geen executiemaatregelen worden getroffen zoals beslag, zekerheidsstelling of executie in verband met een geding voor een rechter van een andere staat, tenzij en voor zover:

- a. de staat uitdrukkelijk heeft ingestemd met het nemen van maatregelen als vermeld:
 - i. in een internationale overeenkomst;
 - ii. in een arbitrageovereenkomst of in een schriftelijke overeenkomst; of
 - iii. in een verklaring voor de rechter of een schriftelijke mededeling na het ontstaan van een geschil tussen partijen; of
- b. de staat eigendommen heeft aangewezen of gereserveerd ter voldoening van de vordering die onderwerp is van dat geding; of
- c. vastgesteld is dat de eigendommen in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik

door de staat voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden en zich bevinden op het grondgebied van de staat van het forum, met dien verstande dat executiemaatregelen uitsluitend mogen worden getroffen tegen eigendommen die verband houden met de entiteit waartegen het geding zich richtte.

Artikel 20. Gevolgen van instemming met rechtsmacht ter zake van dwangmaatregelen

Voor zover instemming met de dwangmaatregelen uit hoofde van de artikelen 18 en 19 vereist is, behelst instemming met de uitoefening van rechtsmacht uit hoofde van artikel 7 geen instemming met het nemen van dwangmaatregelen.

Artikel 21. Specifieke categorieën van eigendommen

1. Met name de volgende categorieën van eigendommen van een staat worden niet aangemerkt als eigendommen die in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de staat voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden uit hoofde van artikel 19, onderdeel c:
 - a. eigendommen, met inbegrip van banktegoeden, die worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik bij de uitoefening van de taken van diplomatieke vertegenwoordigingen van de staat of zijn consulaire posten, speciale missies, vertegenwoordigingen bij internationale organisaties of delegaties bij organen van internationale organisaties of bij internationale conferenties;
 - b. eigendommen met een militair karakter die worden gebruikt of beoogd zijn voor de uitoefening van militaire taken;
 - c. eigendommen van de centrale bank of een andere monetaire autoriteit van de staat;
 - d. eigendommen die deel uitmaken van het cultureel erfgoed van de staat of van zijn archieven en die niet te koop worden aangeboden of beoogd zijn om te koop te worden aangeboden;
 - e. eigendommen die deel uitmaken van een tentoonstelling van objecten van wetenschappelijk, cultureel of historisch belang en die niet te koop worden aangeboden of beoogd zijn om te koop te worden aangeboden.
2. Het eerste lid laat artikel 18 en artikel 19, onderdelen a en b, onverlet.

DEEL V. OVERIGE BEPALINGEN

Artikel 22. Betekening van procesinleidende stukken

1. Dagvaardingen of andere stukken ter inleiding van een geding tegen een staat worden betekend:
 - a. in overeenstemming met van toepassing zijnde internationale overeenkomsten die bindend zijn voor de staat van het forum en de desbetreffende staat; of
 - b. in overeenstemming met een bijzondere regeling voor de betekening tussen de eiser en de betrokken staat, indien zulks niet belet wordt door het recht van de staat van het forum; of
 - c. bij ontbreken van een dergelijke overeenkomst of bijzondere regeling:
 - i. door toezending langs diplomatieke weg aan het ministerie van Buitenlandse Zaken van de betrokken staat; of
 - ii. op enige andere door de betrokken staat aanvaarde wijze, indien zulks niet belet wordt door het recht van de staat van het forum.
2. Betekening van de stukken bedoeld in het eerste lid, onderdeel c, onder i, wordt geacht te zijn geschied door ontvangst van de stukken door het ministerie van Buitenlandse Zaken.
3. Deze stukken gaan zo nodig vergezeld van een vertaling in de officiële taal of een van de officiële talen van de betrokken staat.
4. Een staat die verschijnt en ingaat op de gegrondheid van de vordering in een tegen hem ingesteld geding mag daarna niet stellen dat de betekening van het inleidend processtuk niet voldeed aan de bepalingen van het eerste en derde lid.

Artikel 23. Uitspraak bij verstek

1. Tegen een niet-verschienen staat wordt geen uitspraak gedaan tenzij de rechter heeft vastgesteld dat:
 - a. voldaan is aan de vereisten vervat in artikel 22, eerste en derde lid;
 - b. een termijn van ten minste vier maanden is verstreken sinds de datum waarop de dagvaarding of andere stukken ter inleiding van het geding zijn betekend of geacht worden te zijn betekend in overeenstemming met artikel 22, eerste en tweede lid; en
 - c. dit Verdrag hem niet belet zijn rechtsmacht uit te oefenen.
2. Een afschrift van de beslissing bij verstek uitgesproken tegen een staat, zo nodig vergezeld van een vertaling in de officiële taal of een van de officiële talen van de betrokken staat wordt aan die staat toegezonden langs de wegen omschreven in en in overstemming met het bepaalde in artikel 22, eerste lid.
3. De termijn voor een verzoek om vernietiging van een bij verstek gegeven beslissing dient ten minste vier maanden te bedragen, te rekenen vanaf de datum waarop het afschrift van de beslissing is ontvangen of geacht wordt te zijn ontvangen door de betrokken staat.

Artikel 24. Voorrechten en immuniteiten gedurende het geding

1. Indien een staat nalaat of weigert gevolg te geven aan een bevel van een rechter van een andere staat om een bepaalde handeling te verrichten of na te laten, een stuk over te leggen of andere inlichtingen te verstrekken ten behoeve van een geding, mag dat geen andere gevolgen hebben dan die welke daaruit kunnen voortvloeien voor de gegrondheid van de vordering. De staat mag vanwege dit nalaten of weigeren geen boete of straf worden opgelegd.
2. Van een staat mag geen zekerheidstelling of depot, onder welke benaming ook, worden gevorderd ter waarborging van de betaling van gerechtelijke kosten of uitgaven tijdens een geding waarbij hij optreedt als gedaagde voor de rechter van een andere staat.

DEEL VI. SLOTBEPALINGEN

Artikel 25. Bijlage

De aan dit Verdrag gehechte Bijlage is een integrerend onderdeel van het Verdrag.

Artikel 26. Andere internationale overeenkomsten

De bepalingen van dit Verdrag laten onverlet de rechten en verplichtingen van staten die partij zijn uit hoofde van bestaande internationale overeenkomsten die betrekking hebben op aangelegenheden die in dit Verdrag tussen de partijen bij die overeenkomsten worden geregeld.

Artikel 27. Beslechting van geschillen

1. De staten die partij zijn, zullen trachten geschillen betreffende de uitlegging of toepassing van dit Verdrag te beslechten door onderhandeling.
2. Elk geschil tussen twee of meer staten die partij zijn ter zake van de uitlegging of toepassing van dit Verdrag dat niet binnen zes maanden door onderhandelingen kan worden beslecht, wordt op verzoek van een van deze staten die partij zijn onderworpen aan arbitrage. Indien deze staten die partij zijn er na zes maanden na de datum van het verzoek om arbitrage niet in zijn geslaagd overeenstemming te bereiken over de regeling van de arbitrage, kan ieder van deze staten die partij zijn het geschil voorleggen aan het Internationale Gerechtshof door middel van een verzoek overeenkomstig het Statuut van het Hof.
3. Elke staat die partij is kan op het tijdstip van ondertekening, bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring van of toetreding tot dit Verdrag verklaren dat hij zich niet gebonden acht door het tweede lid. De overige staten die partij zijn zijn niet gebonden door het tweede lid jegens een staat die partij is die een dergelijke verklaring heeft afgelegd.

4. Een staat die partij is die een verklaring overeenkomstig het derde lid heeft afgelegd, kan deze verklaring te allen tijde intrekken door middel van een kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 28. Ondertekening

Dit Verdrag staat tot 17 januari 2007 open voor ondertekening door alle staten op het hoofdkwartier van de Verenigde Naties in New York.

Artikel 29. Bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding

1. Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd.
2. Dit Verdrag blijft openstaan voor toetreding door alle staten.
3. De akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

Artikel 30. Inwerkingtreding

1. Dit Verdrag treedt in werking dertig dagen na de datum van nederlegging van de dertigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.
2. Ten aanzien van iedere staat die dit Verdrag bekrachtigt, aanvaardt, goedkeurt of ertoe toetreedt na de nederlegging van de dertigste akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, treedt dit Verdrag in werking dertig dagen na de datum van nederlegging door de betreffende staat van zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Artikel 31. Opzegging

1. Een staat die partij is kan dit Verdrag opzeggen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.
2. De opzegging wordt van kracht een jaar na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. Dit Verdrag blijft evenwel van toepassing op elke kwestie ter zake van de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen die rijst in een geding dat bij de rechter van een staat wordt ingesteld tegen een andere staat vóór de datum waarop de opzegging van kracht wordt voor een van de betrokken staten.
3. De opzegging tast in geen geval de plicht aan van staten die partij zijn elke verplichting na te komen die vervat is in dit Verdrag en die los van dit Verdrag ook uit hoofde van het internationale recht op hen zou rusten.

Artikel 32. Depositaris en kennisgevingen

1. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties is aangewezen als depositaris van dit Verdrag.
2. Als depositaris van dit Verdrag stelt de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties alle staten in kennis van het volgende:
 - a. ondertekeningen van dit Verdrag en de nederlegging van akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding of kennisgevingen van opzegging in overeenstemming met de artikelen 29 en 31;
 - b. de datum waarop dit Verdrag in werking treedt overeenkomstig artikel 30;
 - c. iedere andere akte, kennisgeving of mededeling met betrekking tot dit Verdrag.

Artikel 33. Authentieke teksten

De Arabische, de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst van dit Verdrag zijn gelijkelijk authentiek.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd door hun respectieve Regeringen, dit Verdrag hebben ondertekend, dat vanaf 17 januari 2005 openstaat voor ondertekening op het hoofdkwartier van de Verenigde Naties in New York.

Bijlage bij het Verdrag
Regelingen ter zake van enkele bepalingen van het Verdrag

In deze Bijlage zijn de regelingen voor de desbetreffende bepalingen vervat.

Wat artikel 10 betreft

De uitdrukking "immunitet" in artikel 10 dient te worden verstaan in de context van dit Verdrag in zijn geheel.

Artikel 10, derde lid, laat onverlet de kwestie van "piercing the corporate veil" (doorbraak van aansprakelijkheid), vragen betreffende een situatie waarbij een entiteit van een staat opzettelijk onjuiste inlichtingen heeft verstrekt over haar financiële situatie of haar vermogensbestanddelen heeft verminderd teneinde te voorkomen dat vorderingen worden voldaan, of andere kwesties op dit gebied.

Wat artikel 11 betreft

De verwijzing in artikel 11, tweede lid, onderdeel d, naar veiligheidsbelangen van de staat die als werkgever optreedt is primair beoogd voor aangelegenheden op het gebied van de nationale veiligheid en de veiligheid van diplomatieke vertegenwoordigingen en consulaire posten.

Krachtens artikel 41 van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer van 1961 en artikel 55 van het Verdrag van Wenen inzake consulaire betrekkingen van 1963, zijn alle in die artikelen bedoelde personen gehouden de wet- en regelgeving, met inbegrip van het arbeidsrecht, van de gastheerstaat te eerbiedigen. Krachtens artikel 38 van het Verdrag van Wenen inzake diplomatiek verkeer van 1961 en artikel 71 van het Verdrag van Wenen inzake consulaire betrekkingen van 1963 is de ontvangende staat tegelijkertijd gehouden zijn rechtsmacht zodanig uit te oefenen dat de vertegenwoordiging of consulaire post niet onnodig in haar of zijn functioneren wordt belemmerd.

Wat de artikelen 13 en 14 betreft

De uitdrukking "vaststellen" verwijst niet alleen naar het controleren of verifiëren van het bestaan van de beschermde rechten, maar ook het beoordelen of vaststellen van de strekking, met inbegrip van de inhoud, omvang en reikwijdte van die rechten.

Wat artikel 17 betreft

De uitdrukking "commerciële transactie" omvat mede aangelegenheden op het gebied van investeringen.

Wat artikel 19 betreft

De uitdrukking "entiteit" in onderdeel c heeft betrekking op de staat als een onafhankelijke rechtspersoon, een onderdeel van een federale staat, een staatkundig onderdeel, een agentschap of instantie van een staat of een andere onafhankelijke eenheid met rechtspersoonlijkheid.

De woorden "eigendommen die verband houden met de entiteit" in onderdeel c dienen ruimer te worden opgevat dan als eigendom of bezit.

Artikel 19 laat overlet de kwestie van "piercing the corporate veil" (doorbraak van aansprakelijkheid), vragen betreffende een situatie waarbij een entiteit van een staat opzettelijk onjuiste inlichtingen heeft verstrekt over haar financiële situatie of haar vermogensbestanddelen heeft verminderd teneinde te voorkomen dat vorderingen worden voldaan, of andere kwesties op dit gebied.